

# CREDOC

## EVOLUTION DES STRUCTURES DE LA CONSOMMATION FRANÇAISE

Fonctions, Durabilité, Importations

1950 - 1973

Évolution des structures de la  
consommation française -  
Fonctions, Durabilité,  
Importations - (1950 - 1973) / F.  
Fourmont, P. Kendé. (Juin 1975)

CREDOC•Bibliothèque



1975

Sou1975-2149

CENTRE DE RECHERCHES ET DE  
45, BOULEVARD DE LA GARE -

R11050

CREDOC  
BIBLIOTHÈQUE

R150

EVOLUTION DES STRUCTURES  
DE LA CONSOMMATION FRANCAISE

- Fonctions, Durabilité, Importations -  
(1950 - 1973)

---

Note rédigée à la demande du Groupe Interministériel

"Consommation - Gaspillage"



- S O M M A I R E -

	<u>Pages</u>
<u>CHAPITRE I</u> - L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION MARCHANDE	2
1. L'évolution des coefficients budgétaires de 1950 à 1969	3
2. L'évolution de la consommation de 1959 à 1973 : prix et et volumes .....	9
<u>CHAPITRE II</u> - L'EVOLUTION DE LA "CONSOMMATION ELARGIE" ET DE SON FINANCEMENT	18
<u>CHAPITRE III</u> - LA CONSOMMATION FINALE ET LES IMPORTATIONS .....	24
<u>REMARQUES FINALES</u> .....	35
<u>ANNEXES</u> .....	36

---

## I N T R O D U C T I O N

La consommation française a fait l'objet de nombreux travaux au cours des 25 dernières années. L'analyse de son évolution sur une période aussi longue a l'intérêt de préciser les modifications qui ont eu lieu dans les comportements, les priorités et les préférences que les ménages ont manifestées dans la gestion de leur budget. Elle permet de suivre, tout au long de cette période, les changements progressifs qui ont commencé à s'opérer dans les modes de vie à un moment où le niveau de vie a progressé particulièrement vite. Ces changements ont profondément affecté la demande des produits de consommation (1) directe (celle qui se traduit par les dépenses des ménages) et indirecte (celle qui porte sur des services financés pour l'essentiel par les collectivités publiques). Les modifications intervenues dans les comportements ont donc des répercussions en termes structu-  
rels.

Il est intéressant de se pencher sur ces changements structurels en fonction de certaines préoccupations actuelles (lutte contre le gaspillage, problème de la balance extérieure) imposées à la réflexion à la suite du bouleversement du prix de l'énergie et des autres changements de l'environnement international.

D'où les trois chapitres de l'étude :

- I. L'évolution de la consommation marchande (analysée par fonctions et par durabilité).
- II. L'évolution de la "consommation élargie" et son financement.
- III. La consommation et les importations.

\*

\*      \*

---

(1) Conformément aux conventions de la Comptabilité Nationale, la "consommation des ménages" telle qu'elle sera analysée ici ne comprend pas l'achat des logements.

## C H A P I T R E I

### L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION MARCHANDE

Ce chapitre vise à présenter une vue d'ensemble, à partir de travaux disponibles mais dispersés.

La section I.1 reprend les observations faites par le CREDOC sur l'évolution des coefficients budgétaires de 1950 à 1969. Sur un laps de temps qui recouvre pratiquement toute la période qui nous intéresse, cette analyse a l'intérêt d'être menée en termes de dépense courante et d'indiquer les choix effectués par les ménages français dans leur budget de consommation.

La section I.2, à partir des travaux de l'INSEE sur une période plus brève mais plus récente (1959-1973), permet dans l'évolution des coefficients budgétaires de décomposer ce qui est l'effet d'une variation de prix, et ce qui est l'effet d'une variation du volume consommé pour les différents biens et services.

Les évolutions étant lentes et progressives, les analyses sont menées pour un certain nombre d'années sélectionnées : 5 années en principe équidistantes pour la section I.1, les années initiale et finale pour la section I.2 (les séries chronologiques complètes étant données en annexe). Les informations nécessaires à la compréhension des tableaux sont présentées succinctement avec ceux-ci, afin d'alléger le texte d'indications méthodologiques que l'on peut trouver dans les études citées.

I - 1. L'EVOLUTION DES COEFFICIENTS BUDGETAIRES DE 1950 à 1969 (tableau n° 1)

Pour la période 1950-1969, cette étude (1) du CREDOC insiste sur les observations suivantes :

- la population française a augmenté de 22 % tandis que le nombre des ménages s'est accru de 25 % ;
- le budget moyen par ménage a plus que quintuplé en valeur à prix courants, alors qu'il a été multiplié par 2,5 en valeur à prix constants (c'est-à-dire un taux d'accroissement annuel d'environ 5 %) ;
- dans ce budget, la part consacrée à l'alimentation a fortement diminué en passant de 52,23 % à 33,30 % et ceci au profit de la part du non alimentaire : biens durables, semi-durables et surtout services.

Il convient d'attirer l'attention sur la signification à donner à l'évolution d'un coefficient budgétaire à travers les années ; sa diminution d'une période à l'autre n'implique pas nécessairement que la dépense affectée à ce poste décroisse aussi en valeur absolue (nominale ou réelle), tout dépend du rythme de l'évolution globale.

"Etant donnée l'expansion rapide de la consommation des ménages, il n'y a pratiquement aucune dépense qui décroisse en valeur nominale en quelque sous-période que ce soit... Mais, même en termes de "volume réel" il serait difficile de trouver un seul poste qui soit absolument déclinant" (p. 7 de l'étude citée). (Une remarque similaire peut être formulée sur l'évolution des parts dans la consommation à prix constants de la section I.2).

Ainsi, la baisse de la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages traduit le fait qu'elles ont progressé moins fortement que les autres : leur valeur nominale a été multipliée par 3,4 alors que celle des dépenses non alimentaires l'a été par 8,2. En volume, il n'y a pas eu baisse de la consommation alimentaire : son accroissement par ménage a été évalué à environ 50 % lorsque celui des produits non alimentaires l'a été à 200 %.

---

(1) Modes de vie 1985. Rapport intérimaire. J.DEBACHE, C.DETOURBET, P.KENDE, V.SCARDIGLI. 31 Décembre 1971 - chapitre 1, pp 1 à 22.

### La consommation alimentaire

Plus précisément, selon le mode de consommation il faut distinguer dans l'alimentation de 1950 à 1969 :

- l'augmentation très nette des consommations prises "hors domicile" : de 7,52 % à 13,36 % pour les produits, dans le budget alimentaire. Ceci va de pair avec le fait que la consommation alimentaire étendue aux services de restauration baisse moins fortement dans le budget total (de 54,75 % à 39,8 %) que la consommation alimentaire stricto sensu ; la part des services rendus dans les cafés et restaurants aux alentours de 2,5 % de 1950 à 1965 atteint 6,5 % en 1969 (1).
- une baisse très marquée de la part de l'auto-consommation : de 11,05 % à 7,23 %. Elle s'explique largement par la diminution de la population rurale.
- une baisse assez faible de la part des produits alimentaires achetés directement dans le commerce : 81,42 % à 79,41 %. C'est le corollaire de l'augmentation des consommations prises "hors domicile" : outre l'aspect agréable que celles-ci peuvent avoir, ceci tient en grande partie au fait que le mode de vie (urbanisation, allongement des distances entre le domicile et le travail, travail féminin) incite à déjeuner à l'extérieur.

Sur les produits eux-mêmes, la relative saturation de la consommation alimentaire (2) se traduit par une baisse quasi-générale des coefficients budgétaires (correspondant à une faible élasticité des produits alimentaires). Remarquons cependant :

- la relative stabilité du coefficient budgétaire des "légumes frais, fruits frais, conserves de légumes" ( de 4,02 % en 1950 à 3,89 % en 1969), qui implique la place croissante prise par ces produits dans le seul budget alimentaire. Si cette observation traduit un certain engouement pour les vitamines, elle est aussi très révélatrice de l'évolution du niveau de vie, et de l'accroissement des échanges internationaux qui mettent des produits frais en toute saison sur le marché.
- la baisse très marquée du coefficient budgétaire des produits de base (céréales et pommes de terre, corps gras - sauf beurre - légumes secs, sucre ; 9,17 % à 3,48 % (3) ).

---

(1) Dans le budget alimentaire élargi aux services rendus par les cafés et restaurants, la part de la consommation "hors domicile" (produits + services) passe de 12 % en 1950 à 28 % en 1969.

(2) Citons par ailleurs : "la préparation du VI<sup>e</sup> Plan, faite en 1967, avait impliqué des prévisions de consommation pour 1975. Il est possible à mi-parcours, de vérifier ces prévisions : le début de saturation de la consommation alimentaire est confirmé". In "consommation alimentaire : les prévisions du VI<sup>e</sup> Plan sont confirmées". A. FOUQUET - Economie et Statistiques n° 48, Septembre 1973.

(3) En termes relatifs. En volume et par ménage, ces achats restent sensiblement au même niveau tout au long de la période - la saturation de la consommation alimentaire est donc particulièrement illustrée sur ces produits.

- la baisse particulièrement faible des coefficients budgétaires concernant les (correspondant à une part au moins égale, mais sans doute croissante dans la consommation alimentaire):

- . conserves de toutes sortes : 2,78 % à 2,31 %
- . chocolat, confiserie, pâtisserie, fruits secs : 3,71 % à 3,0 %
- . spiritueux et liqueurs : 1,77 % à 1,49 %.

#### La consommation non alimentaire

La poussée de la part du non alimentaire dans le budget entre 1950 et 1969 de 50 % à 68 % (y compris les tabacs et les services dans les établissements de restauration) recouvre de notables différences selon les produits.

- une croissance forte et quasi-continue de la part des services (y compris les services rendus par les établissements de restauration) : 26 % à 40 % dans le budget non alimentaire (1).
- une augmentation de la part des dépenses consacrées à l'achat de biens durables : 14 % à 17 % (1) dans le budget non alimentaire. Notons que la progression a été plus soutenue au cours de la première décennie qu'au cours de la seconde : les besoins d'équipement étant particulièrement forts entre 1950 et 1960.
- une relative stabilité de la part des biens fongibles dans le budget non alimentaire : 30 % à 27 %. Cependant, ceci n'indique aucune baisse de la part dans le budget total (1).
- une baisse assez marquée de la part des biens semi-durables (qui comprennent notamment l'habillement) : 30 % à 16 %. Cette baisse apparaît également dans le budget total (1).

Ces points sont repris dans une analyse plus détaillée à partir des travaux de l'INSEE.

(1) Soit dans le budget total en % :

	1950	1969	
Services .....	13	27	
Biens durables .....	7	12	mais aussi 10 % en 1956 11 % en 1960 12 % en 1965
Biens fongibles .....	15	18	
Biens semi-durables ..	15	11	

Présentation du tableau n° 1

Le tableau, à partir de travaux antérieurs du CREDOC ("Consommation 1961 n° 3-4, 1970 n° 2-3) présente pour 5 années (distantes en principe de 5 ans) :

- "1- des indications sommaires concernant la population française, l'évolution globale de la consommation, et la part de l'alimentation (tabacs compris) dans la dépense totale.
- 2- les principales données structurelles de la consommation alimentaire.
- 3- les principales données structurelles de la consommation non alimentaire.

Chacune de ces deux dernières parties comporte d'abord une analyse structurelle générale (par exemple dans le non alimentaire : part des biens durables, fongibles,...) ensuite une analyse par groupe de produits. Cette dernière s'effectue en termes de coefficients budgétaires rapportés au total général, autrement dit en pourcentage de la consommation globale de l'année en question".

Aucune indication n'est fournie sur l'évolution des prix dans ce tableau.

Pour l'aspect méthodologique, on peut se reporter à la page 22 du rapport cité, mais quelques précisions sont nécessaires pour la compréhension des postes : la nomenclature utilisée dans ce tableau s'écarte à plusieurs égards des nomenclatures habituelles.

Alimentation, ligne 9 comprend : plats cuisinés, conserves de viande, de poisson et de légumes. Elle fait double emploi avec les lignes 6 à 8, d'où la parenthèse.

La ligne 10 comprend : biscottes, biscuits, pains d'épice, entremets et desserts instantanés, pâtisserie, chocolat et cacao, confiserie, miel, glaces, potages et condiments de toutes sortes.

Non alimentaire comprend : tous les services y compris ceux rendus par les établissements de restauration et les assurances. Pour faciliter la lecture, le poste des biens et services divers fut cependant omis dans la partie "coefficients budgétaires".

Ligne 2 comprend : équipement du logement, achat de véhicules individuels, équipement culturel (radio, TV, photo, etc...), appareils d'optique non médicale, marbrerie funéraire, horlogerie.

Ligne 3 comprend : habillement, maroquinerie, lunetterie, orthopédie, pneumatique, sport et camping, jeux et jouets, instruments de musique, disques, fleurs et plantes.

Ligne 5 comprend : services de réparation de toutes sortes, loyer, coiffeur et institut de beauté, services médicaux, frais de garage, P. et T., cinéma et spectacle, hôtels, cafés restaurants.

Ligne 4 (fongibles) comprend : tous les postes non inclus dans les lignes 2, 3 et 5.

Ligne 9 comprend : les produits de l'électronique, les appareils de photos, les articles de sport et camping, instruments de musique, etc...

Ligne 11 ne comprend pas les taxis et les locations de voitures ; ces dépenses sont incorporées dans la ligne 12.

Ligne 15 comprend : les services médicaux et les produits pharmaceutiques avec lunetterie et orthopédie.

Ligne 16 comprend : spectacles, livres, revues, journaux, disques, jeux, jouets, etc... (en revanche fleurs et plantes sont comptées parmi les dépenses courantes de la maison).

Tableau n° 1

## LA POPULATION FRANÇAISE ET SA CONSOMMATION DE 1950 à 1969

	1950	1956	1960	1965	1969
<b>RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</b>					
1. Population française, en millions	41,7	43,6	45,2	48,6	50,9
2. Nombre de ménages, en millions	12,9	13,6	14,2	15,1	16,1
2 bis. Nombre de personnes par ménage	3,23	3,21	3,18	3,22	3,16
3. Consommation totale, en millions de F. courants	65 803 a)	124 162 a)	178 823	287 132	437 960
4. Consommation par ménage, en francs courants	5 101,01	9 129,56	12 593,17	19 015,36	27 202,48
5. Consommation par ménage, F. constants	100	130,2	163,1	205,5	249
6. Sur le total en % (prix courants) part de l'alimentation, boissons, tabacs	52,23	45,18	43,44	38,59	33,3
6 bis. Idem plus les valeurs des services rendus dans les cafés et restaurants	54,75	48,41	45,26	40,84	39,8
<b>ALIMENTATION - prix courants</b>					
1. Consommation alimentaire totale, en millions de F. courants, dont (en %) : b)	32 828	53 588	74 014	105 603	139 202
2. Pris à l'extérieur	7,52	8,69	10,21	10,34	13,36
3. Acheté dans le commerce	81,42	82,54	79,93	81,17	79,41
4. Autoconsommation	11,05	8,77	9,86	8,19	7,23
<b>Coefficients budgétaires : c)</b>					
5. Céréales et pommes de terre (sans pâtisserie), corps gras (sauf beurre), légumes secs, sucre	9,17	6,16	5,51	4,19	3,48
6. Viande, oeufs, poisson	15,62	15,51	13,78	12,71	10,82
7. Produits laitiers (lait, beurre, etc...)	7,57	5,71	4,98	4,67	3,99
8. Légumes frais, fruits frais, conserves légumes	4,02	4,29	4,43	4,28	3,89
9. Conservés de toutes sortes : légumes, poisson viandes, etc...	(2,78)	(3,17)	(2,65)	(2,58)	(2,31)
10. Chocolat, confiserie, pâtisserie, fruits secs	3,71	3,74	3,28	3,15	3,00
11. Boissons non alcoolisées, café, thé, etc...	1,65	1,65	1,53	1,29	1,16
12. Vins, bière, cidre	6,39	4,75	6,22	4,91	3,96
13. Spiritueux, liqueurs	1,77	1,33	1,65	1,58	1,49
<b>NON ALIMENTAIRE - Prix courants</b>					
1. Consommation totale, en millions de F. courants dont (en %) :	32 975	70 574	104 809	181 529	303 037
2. Biens durables	14	17	19	19	17
3. Biens semi-durables	30	24	21	20	16
4. Biens fongibles	30	30	30	27	27
5. Services	26	29	30	34	40
<b>Coefficients budgétaires : c)</b>					
6. Loyers réels et fictifs	3,15	4,46	6,22	8,11	9,37
7. Autres dépenses courantes de la maison dont :	5,6	5,20	5,29	4,88	4,85
Téléphone	(0,12)	(0,16)	(0,26)	(0,32)	(0,55)
8. Equipement de la maison	4,06	5,27	6,57	6,61	6,22
9. Equipement culturel	1,23	1,87	1,52	1,91	1,87
10. Achat d'automobile	0,79	1,63	1,85	2,44	2,43
11. Transports publics	1,63	1,41	1,29	1,09	1,30
12. Dépenses de transport autres que 10 et 11	2,71	4,50	5,00	5,38	5,62
13. Habillement et parure dont :	16,43	14,64	13,02	12,69	11,28
Parure	(1,22)	(1,29)	(1,33)	(1,44)	(1,76)
14. Hygiène et beauté	1,34	1,56	1,44	1,88	2,23
15. Santé	4,66	6,16	6,56	7,99	9,44
16. Dépenses courantes de culture et loisirs	2,83	3,97	4,34	4,46	4,86
17. Tabacs	2,35	2,02	2,05	1,81	1,53

a) Les chiffres sont calculés après élimination des assurances et certains services (pour les rendre homogènes avec la série 1960 - 1969).

b) Ne comprenant pas la valeur des services rendus par les établissements de restauration.

c) Pourcentages rapportés à la consommation totale (ligne 3 des renseignements généraux).

Source : CREDOC, Mode de vie 1985 - rapport intérimaire - 1971 p. 21.

Mais observons rapidement l'évolution des coefficients budgétaires selon les fonctions regroupées de la consommation.

- Pour l'habitation : le coefficient budgétaire des loyers augmente très fortement en passant de 3,15 % à 9,37 % (la raison essentielle tient à une rigoureuse hausse des prix. Cf. section I.2). Le coefficient budgétaire des dépenses courantes de la maison baisse assez sensiblement (5,6 % à 4,85 %), tandis que celui concernant l'équipement de la maison progresse assez fortement jusqu'en 1965 (4,06 % à 6,61 %) pour diminuer légèrement en 1969 (6,22 %). La part des dépenses d'équipement culturel suit d'ailleurs sensiblement la même évolution ; même si l'évolution des prix joue aussi un certain rôle pour ces derniers, ceci traduit une recherche de la part des ménages pour améliorer leur cadre de vie.
- Pour les transports : le coefficient budgétaire de l'ensemble augmente fortement (5,1 % à 9,4 %). Cependant, si la part des transports individuels s'accroît très sensiblement (de 0,79 % à 2,43 % pour les achats d'automobiles, et de 2,71 % à 5,62 % pour les autres dépenses de transport, telles que taxi, locations de voitures), celle des transports collectifs diminue surtout entre 1950 et 1965 (1,63 % à 1,09 %) pour remonter à 1,30 % en 1969.
- Pour les dépenses sur "la personne" : les évolutions sont assez divergentes. Le coefficient budgétaire de "l'habillement et de la parure" ne cesse de décroître (16,43 % à 11,28 %) alors que ceux concernant les deux autres postes augmentent : la part du poste "hygiène et beauté" passe de 1,34 % à 2,23 % tandis que celle de la santé augmente beaucoup plus fortement encore de 4,66 % à 9,44 %. Cet intérêt porté aux problèmes de santé est une caractéristique qui se confirme dans toutes les études sur la consommation (notamment dans la section I.2 et le chapitre II).
- Pour les dépenses de culture et de loisirs : la progression est également nette. Mais comme le pensent les auteurs, il est très difficile de cerner cette fonction qui "est appelée à un avenir des plus brillants" ; en pratique, les dépenses de loisirs, au sens large sont réparties sur l'ensemble des postes : transports, alimentation, équipement culturel, ...

La structure du budget des ménages selon l'affectation des différentes dépenses s'est donc très sensiblement modifiée entre 1950 et 1969 : si la part des dépenses qu'ils affectent à leur consommation alimentaire ne cesse de diminuer, c'est au profit des services dont la part a très fortement augmenté mais aussi des biens durables bien que dans une moindre mesure. En affectant ainsi leurs dépenses, les ménages semblent avoir répondu essentiellement à deux motivations : l'amélioration du cadre de vie (le logement et son équipement) et le bien-être (surtout la santé).

I - 2. L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE 1959 à 1973 : PRIX ET VOLUMES (tableau n° 2)

Bien que la nomenclature utilisée par l'INSEE pour établir ces statistiques sur la consommation par catégorie de produits (1) ne corresponde pas exactement à celle des travaux du CREDOC résumés plus haut (2), les mêmes tendances se dégagent sur l'évolution des principaux coefficients budgétaires pour la période 1959-1973.

- la part des biens alimentaires dans le budget ne cesse de diminuer : 37,3 % à 26,7 %.
- la part des services continue à croître fortement en passant de 25,8 % à 34,3 %.
- si la part des achats de biens durables poursuit une progression assez lente (7,7 % à 9,6 %), celle des biens semi-durables est en diminution (15,1 % à 13,5 %) tandis que celle des biens fongibles non alimentaires est en relative augmentation (14,1 % à 15,9 %).

Cette déformation des coefficients budgétaires (qui présente l'intérêt non négligeable de rendre compte des orientations des dépenses nominales des ménages) recouvre en fait des variations simultanées des volumes et des prix. Ainsi, l'observation des seuls coefficients budgétaires ne permet pas de juger s'il y a eu modification réelle du comportement des ménages au profit d'une catégorie particulière de produits.

L'évolution différentielle des prix peut faire apparaître au niveau des coefficients budgétaires des phénomènes qui correspondent certes à des arbitrages budgétaires, mais qui ne reflètent pas fidèlement les modifications structurelles au niveau des quantités réelles achetées.

---

(1) Dans les collections de l'INSEE

- sur la période 1959-1973 : rapport sur les Comptes de la Nation. Année 1973 C 29-30.

- sur la période 1959-1972 : "la consommation des ménages de 1959 à 1972". F.PASCAUD. M 35. Les informations plus détaillées de ce document de l'INSEE permettent d'approfondir certains points sous forme de notes en bas de page.

(2) Ce qui introduit des différences dans la valeur des coefficients budgétaires INSEE et CREDOC pour une même année (notamment le problème de la comptabilisation des produits alimentaires consommés dans les établissements de restauration et les cantines, comptés soit dans l'alimentation soit dans les services). L'intérêt se porte plus sur leur évolution que sur leur valeur proprement dite.

Etant donné le rôle déterminant que jouent les prix dans l'évolution des coefficients budgétaires, l'analyse (1) va être menée en fonction de la dynamique des prix. Précisons cependant que dans le présent document on ne cherche pas à analyser l'influence des prix sur le comportement des ménages, même si certaines concordances peuvent apparaître.

1. Produits dont la croissance des prix a été plus faible que celle des prix de l'ensemble de la consommation (indice à 183,7 en 1973)

- Les biens durables. Dans l'ensemble, la hausse des prix de ces biens est la plus faible qui soit enregistrée (indice à 125,1 en 1973) ; cependant une hausse plus forte a affecté les automobiles et les caravanes (indice à 148,9), ainsi que les "autres biens durables" (catégorie assez hétérogène regroupant les matériel ménager, meubles, cycles, ... radio, photo, cinéma... bateaux de plaisance : indice à 145,9 (2) tandis que les prix de certains biens durables baissaient très sensiblement : télévisions (indice à 62,7), machines à laver (indice à 59,9), réfrigérateurs (indice à 42,3).

Cette faible croissance des prix masque une augmentation très forte du volume des achats de biens durables (croissance annuelle moyenne en volume de 10,3 % de 1959 à 1973, contre 5,6 % pour l'ensemble de la consommation ; indice en volume des biens durables à 392,1 en 1973 contre 214,5 pour l'ensemble de la consommation) dont la part dans la consommation en volume passe de 6,8 % en 1959 à 12,4 % en 1973.

Les coefficients budgétaires ne permettent d'enregistrer qu'un accroissement nettement plus faible (7,7 % à 9,6 %) et ne rendent pas compte de la place que prend l'équipement dans la consommation réelle des français :

- équipement du foyer : réfrigérateurs (croissance annuelle moyenne en volume de 8,9 %), machines à laver (12,7 %) et télévisions (17,8 %).
- équipement en automobiles et caravanes (3) : en volume la progression annuelle moyenne de 11,3 % permet à ces achats de passer de 1,6 % à 3,3 % de la consommation à prix constants.

- 
- (1) Sauf précision, la période s'entend de 1959 à 1973 et les indices sont tous de base 100 en 1959, même lorsque la valeur fournie correspond à 1971.
- (2) Pour cette catégorie, les prix ont pu évoluer de façon très différente (les indices fournis concernent 1971) : par exemple les prix du matériel ménager ont baissé (indice à 92,8) tandis que ceux des meubles ont augmenté (indice à 142,7) ainsi que ceux des cycles et motocycles (indice à 144,1) et des livres (indice à 166,2). M 35. pp 119 à 121.
- (3) La progression annuelle (moyenne de 1959 à 1971) en volume a été plus forte sur les caravanes (12,5 %) que sur les automobiles (10,8 %), alors qu'elle était très faible sur les cycles et motocycles (2,3 %). M 35. p. 112.

Les autres biens durables, en augmentant au rythme de 8,6 % en volume par an traduisent également un effort d'équipement à la fois du foyer (matériel ménager meubles (1) ), pour les loisirs et la culture (électrophones et magnétophones (2), livres (3),... pour ne citer que les produits dont l'information suffisamment détaillée révèle une forte progression en volume).

- Les biens fongibles non alimentaires. La hausse des prix relativement faible (indice à 146,6 en 1973) masque également une bonne progression en volume (8,2 % par an en moyenne de 1959 à 1973) ; ainsi, la faible augmentation du coefficient budgétaire (14,1 % à 15,9 %) ne rend pas compte de l'augmentation de la part relative de ces produits dans la consommation en volume (13,0 % à 18,4 %).

Cette progression apparaît surtout sur la pharmacie (variation de 12,3 % en moyenne par an, en volume de 1959 à 1973) dont la part dans la consommation en volume passe de 1,7 % à 4,0 %. Cet accroissement peut correspondre à la fois à une sensibilisation des français sur les problèmes de santé (déjà signalée, et qui apparaît à nouveau sur le poste "services de santé") et au fait que cette dépense précise est dans une large mesure remboursée aux ménages (cf. chapitre II). Notons enfin, que la hausse des prix se révèle particulièrement faible dans ce domaine d'après l'indice des prix qui est à 117,7 en 1973.

Ont également connu une progression en volume (supérieure à 7 % par an en moyenne) plus forte que celle de l'ensemble de la consommation (5,6 %) :

- chauffage, éclairage et eau qui correspondent à des charges courantes du foyer. Dans la consommation en volume, leur part est passée de 3,5 % à 4,4 % (4).
- les autres biens fongibles (visant une catégorie particulièrement hétérogène (5) : piles, lampes, produits de nettoyage et d'entretien, parfumerie, carburants, pneumatiques, périodiques, papeterie, tabacs et allumettes, fleurs) ont aussi acquis une place plus importante dans la consommation en volume de 1959 à 1973 (7,8 % à 10 %). La hausse des prix a été sensiblement plus élevée pour cet ensemble (indice à 160,6 en 1973) (5).

- 
- (1) Matériel ménager et meubles : progression annuelle en volume d'environ 8 % de 1959 à 1971. M 35 p. 110.
  - (2) Electrophones et magnétophones : progression annuelle en volume de 18,2 % entre 1959 et 1971. M 35 p. 113.
  - (3) Livres : progression annuelle en volume de 8,3 % entre 1959 et 1971. M 35 p. 113.
  - (4) Notons que l'augmentation annuelle moyenne en volume de 1959 à 1971 a été particulièrement forte sur les fuels, essence spéciale, pétrole lampant (21,9 %), l'électricité (11,0 %) le gaz de ville (10,5 %), les gaz liquéfiés (8,5 %), eau et chauffage urbain (7,0 %). M 35 p. 111.
  - (5) Cependant, on peut indiquer qu'entre 1959 et 1971, la progression annuelle moyenne en volume s'établit à (M 35 pp 111 et 112) : 6,3 % pour les produits de nettoyage et d'entretien (dont 9,4 % pour les produits d'entretien et -3,5 % pour le savon de ménage). 10,4 % pour les carburants et lubrifiants ; 9,4 % pour les pneumatiques ; 2,3 % pour les quotidiens et périodiques ; 6,8 % pour les autres ouvrages imprimés et papeterie. 3,9 % pour les tabacs et allumettes.

- Les biens semi-durables. Une hausse des prix toujours inférieure à celle de l'ensemble de la consommation (indice pour l'ensemble des biens semi-durables à 161,0 en 1973) fait apparaître une chute du coefficient budgétaire (15,1 % à 13,5 %), qui ne correspond pas à une modification du comportement des ménages, puisque la part de l'ensemble de ces biens est restée stable dans la consommation en volume (14,4 en 1959 et 14,8 % en 1973). La progression annuelle moyenne en volume (5,8 %) est fort proche de celle de l'ensemble de la consommation (5,6 %).

Bien que la part de cet ensemble soit restée stable dans la consommation en volume, la part de l'habillement a diminué (la progression annuelle moyenne en volume de 4,5 % est inférieure à celle de l'ensemble de la consommation) au profit des autres biens semi-durables (progression annuelle moyenne de 7,8 % en volume (1) ).

Notons qu'en 1973, l'indice des prix sur l'habillement (160,1) est fort proche de celui des "autres biens semi-durables" (162,0) (2) ; peu de différence marque l'évolution des prix de ces deux postes.

## 2. Produits dont la croissance des prix a été similaire à celle des prix de l'ensemble de la consommation

Les biens alimentaires constituent le seul poste global où l'indice des prix en 1973 (187,6) est proche de celui de l'ensemble de la consommation.

Une progression en volume très faible (2,9 % par an en moyenne de 1959 à 1973) entraîne une chute du coefficient budgétaire (de 37,3 % à 26,7 %), chute déjà signalée et qui du fait de l'évolution des prix, correspond très sensiblement à la baisse de sa part dans la consommation en volume (37,5 à 26,2) (3).

- 
- (1) Sur les produits où des informations détaillées sont disponibles, notons les progressions moyennes annuelles en volume de 1959 à 1971. (M 35 pp. 110-114) : 4,3 % pour les textiles pour l'habitation ; 7,3 % pour les articles ménagers et quincaillerie ; 13,3 % pour les articles de sport et de camping ; 13,0 % pour les jeux et jouets ; 7,0 % pour les articles de maroquinerie.
- (2) Pour plus de détails sur l'évolution des prix de 1959 à 1971, notons les indices (en 1971) (M 35 pp. 118-121) : 144,1 sur l'habillement ; 150,4 sur les textiles pour l'habitation ; 146,7 pour les articles de ménage et quincaillerie ; 133,0 pour les articles de sport et de camping ; 132,0 pour les jeux et jouets ; 147,7 pour les articles de maroquinerie.
- (3) Rappelons également, la progression moyenne en volume par an sur les principaux postes de l'alimentation entre 1959 et 1971 (M 35 pp. 107-109) : produits à base de céréales 1,8 % ; légumes 2,5 % ; fruits 3,8 % ; viandes, volailles, oeufs, poissons 2,8 % ; lait et fromages 5,0 % ; corps gras 3,4 % ; boissons 2,8 % ; et produits d'alimentation divers (dont produits surgelés 13,8 % ; crèmes glacées 9,9 % ; bouillons et potages 8,1 % ; confiserie, chocolat environ 7,0 %) : 5,9 %.

Présentation du tableau n° 2

Ce tableau présente les résultats extraits de plusieurs tableaux (p. 63.II, p. 125 à 133 III) des volumes sur les Comptes de la Nation en 1973. Seules les années initiale et finale figurent (l'évolution étant régulière comme le montrent les tableaux en annexe).

Y figurent en colonne :

- la consommation à prix courants ;
- les coefficients budgétaires ;
- la variation moyenne annuelle en volume sur la période de 1959 à 1973 ;
- les indices de valeur, volume et prix ;
- la structure de la consommation à prix constants

en ligne :

- les produits classés selon leur durabilité en précisant :
  - a) Matériel ménager, meubles, cycles et motocycles, radio, électrophones et magnétophones, appareils de photo et de cinéma, armes, livres, horlogerie et bateaux de plaisance.
  - b) Textiles pour l'habitation, articles de ménage et quincaillerie, optique médicale et optique non médicale, articles de sport et camping, jeux et jouets, disques, bijouterie et articles en cuir.
  - c) Piles, lampes, produits de nettoyage et d'entretien, parfumerie, carburants, pneumatiques, périodiques, papeterie, tabacs et allumettes, fleurs.
  - d) Y compris les dépenses de petit entretien.
  - e) Médecins, dentistes, auxiliaires, hospitalisation, hospices et maisons de retraite.
  - f) Blanchisserie, teinturerie, réparation d'appareils électrodomestiques, d'automobiles, locations de garages, spectacles, frais de propreté et d'esthétique, services juridiques et financiers, cantines d'entreprises et d'administrations, cantines scolaires et péages.

Tableau n° 2

## EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MENAGES DE 1959 à 1973

(par catégorie de produits selon la durabilité)

	Consommation en millions de F.		Coefficients budgétaires		Variation ann. moyen en volume 1959-1973	Indices base 100 en 1959			Structure de la consommation à prix constants	
	1959	1973	1959	1973		Valeur 1973	Volume 1973	Prix 1973	1959	1973
									1959	1973
1. <u>Biens durables</u> .....	12 788	62 740	7,7	9,6	10,3	490,6	392,1	125,1	6,8	12,4
Automobiles et caravanes.....	2 960	19 804	1,8	3,0	11,3	669,1	449,4	148,9	1,6	3,3
Télévisions .....	726	4 508	0,4	0,7	17,8	620,9	989,7	62,7	0,3	1,6
Réfrigérateurs .....	902	1 259	0,5	0,2	8,9	139,6	329,7	42,3	0,3	0,4
Machines à laver .....	643	2 044	0,4	0,3	12,7	317,9	530,9	59,9	0,3	0,7
Autres biens durables (a) .....	7 557	35 125	4,6	5,4	8,6	464,8	318,5	145,9	4,3	6,4
2. <u>Biens semi-durables</u> .....	24 873	87 876	15,1	13,5	5,8	353,3	219,5	161,0	14,4	14,8
Habillement .....	17 750	54 849	10,8	8,4	4,5	309,0	193,0	160,1	10,3	9,3
Autres biens semi-durables (b) .....	7 123	33 027	4,3	5,1	7,8	463,7	286,2	162,0	4,1	5,5
3. <u>Biens alimentaires</u> .....	61 638	173 700	37,3	26,7	2,9	281,8	150,2	187,6	37,5	26,2
4. <u>Biens fongibles non alimentaires</u> .....	23 290	103 146	14,1	15,9	8,2	442,9	302,1	146,6	13,0	18,4
Pharmacie .....	3 081	18 430	1,9	2,9	12,3	598,2	508,1	117,7	1,7	4,0
Chauffage, éclairage et eau .....	6 819	25 594	4,1	3,9	7,2	375,3	264,0	142,2	3,5	4,4
Autres biens fongibles (c) .....	13 390	59 122	8,1	9,1	7,5	441,5	274,9	160,6	7,8	10,0
5. <u>Services</u> .....	42 523	223 190	25,8	34,3	5,6	524,9	213,8	245,5	28,3	28,2
Logement (d) .....	9 576	68 348	5,8	10,5	6,2	713,7	231,2	308,7	7,4	8,0
Transports collectifs et télécommunic. ....	4 238	15 291	2,6	2,3	4,2	360,8	176,9	203,9	2,6	2,1
Services de santé (e) .....	8 116	53 121	4,9	8,2	7,2	654,5	263,5	248,4	5,4	6,6
Hôtels, cafés, restaurants .....	9 814	38 752	6,0	6,0	3,9	394,9	170,6	231,4	6,2	4,9
Autres services (f) .....	10 779	47 678	6,5	7,3	5,4	442,3	209,1	211,5	6,8	6,6
Ensemble de la consommation .....	165 112	650 652	100,0	100,0	5,6	394,1	214,5	183,7	100,0	100,0

Source : Le rapport des Comptes de la Nation. Année 1973. Les collections de l'INSEE - C 29. 30.

### 3. Produits dont la croissance des prix a été supérieure à celle des prix de l'ensemble de la consommation

Les services constituent le poste où l'indice valeur est de loin le plus élevé (524,9 contre 394,1 pour l'ensemble de la consommation en 1973) ; il est également le poste où l'indice de prix est de loin le plus élevé (245,5 contre 183,7 pour l'ensemble de la consommation). Mais l'indice volume coïncide pratiquement avec celui de l'ensemble de la consommation (respectivement 213,8 et 214,5).

Sur ce poste, seule une poussée des prix particulièrement forte amène un gonflement du coefficient budgétaire (25,8 % à 34,3 %), alors que la croissance en volume par an est égale à celle de l'ensemble de la consommation (5,6 %) et que par conséquent, sa part dans la consommation en volume est restée stable (28,3 % en 1959 et 28,2 % en 1973 (1) ).

Cependant au sein de la catégorie des services, certaines nuances doivent être faites.

Ont suivi une progression annuelle moyenne en volume plus forte que la moyenne :

- les services de santé : 7,2 %. Une forte hausse des prix (indice à 248,4) a permis au coefficient budgétaire de passer de 4,9 % en 1959 à 8,2 % en 1973. Mais l'évolution de la part dans la consommation en volume (5,4 % à 6,6 %) montre encore très nettement l'importance des soins médicaux (2).
- le logement : 6,2 %. (loyers fictifs et réels, et les dépenses de petit entretien (3) ). C'est précisément sur ce poste que les prix ont le plus fortement augmenté (indice à 308,7 (4)) et ont entraîné le gonflement du coefficient budgétaire entre 1950 (5,8 %) et 1973 (10,5). Si le phénomène se trouve amplifié par cette poussée des prix, il n'en correspond pas moins au souci que les français ont d'améliorer leur cadre de vie : la part dans la consommation en volume passe de 7,4 % à 8,0 %.

---

(1) La part la plus faible a été enregistrée en 1963 (27,7 %) et la part la plus forte en 1967 (28,4 %).

(2) Indiquons la progression annuelle moyenne en volume de 1959 à 1971 (M 35 p. 112) 4,3 % pour les hospices et maisons de retraite ; 6,3 % pour les services médicaux (médecins, dentistes, auxiliaires et analyses) ; 7,2 % pour l'hospitalisation et les cures ; rappelons que pour la même période la progression de la pharmacie était de 12,5 % et l'optique médicale et orthopédie de 7,6 %.

(3) La progression annuelle moyenne en volume de 1959 à 1971 a été plus soutenue pour le petit entretien (8,8 %) que pour les loyers (5,6 %) (M 35 p. 110). On peut regretter que l'effet qualité (qualité supérieure du logement loué ou acheté et non dépenses d'amélioration) ne puisse être mieux cerné par les statistiques.

(4) En 1971, l'indice des prix atteint 291,4 pour les loyers et 200,3 pour le petit entretien.

Dans ces deux domaines, en particulier, on peut se demander si les fortes hausses de prix n'ont pas freiné la consommation réelle des ménages.

Ont suivi une progression en volume sensiblement inférieure à la moyenne :

- les transports collectifs et télécommunications : 4,2 %, si bien que la part dans la consommation en volume a légèrement diminué en passant de 2,6 à 2,1 %. Sur ce poste, également la hausse des prix s'est faite sentir : indice à 203,9 en 1973 (1)
- les hôtels, cafés, restaurants : aucun commentaire ne peut être fait sur les chiffres relatifs à ce poste, en raison des réserves qui sont formulées sur leur validité.

Les autres services (recouvrant une catégorie très hétérogène) (2) ont suivi une progression en volume fort proche de la moyenne (5,4 %), si bien que leur part est restée stable dans la consommation en volume (6,8 % en 1959 et 6,6 en 1973).

(1) Mis à part les services de télécommunications (indice à 176,4 en 1971) des comparaisons intéressantes peuvent être faites sur les indices de prix en 1971 (M 35 p. 120) :

- entre les transports collectifs : indice à 187,3 (dont 276,7 pour la RATP : 220,2 pour les autres transports urbains et suburbains ; 201,2 pour les transports routiers interurbains ; 168,7 pour la SNCF - il s'agit des transports de voyageurs).
- et les transports individuels : indice à 144,9 ; pour les achats d'automobiles l'indice est à 132,2 et pour l'utilisation des véhicules à 151,9 (dont locations de garage et péages à 182,4 ; réparations d'automobiles à 200,0 ; pneumatiques à 159,1 ; carburant et lubrifiant à 115,1).

L'évolution détaillée de ces différents indices serait évidemment très intéressante pour les années 1973/1974.

(2) Notons les évolutions des prix et des volumes de quelques composantes de ce poste (M 35 pp. 107-122) :

	Progression annuelle moyenne en volume de 1959 à 1971 (%)	Indice des prix en 1971 base 100 en 1959
-Blanchisserie, teinturerie .....	2,2	181,8
-Réparations d'appareils élec.domest.	5,3	225,0
-Réparations d'automobiles .....	8,1	200,0
-Locations de garages et péages .....	6,8	182,4
-Spectacles .....	3,5	178,9
-Frais de propreté et d'esthétique...	4,9	183,0
-Petites annonces, frais de justice, frais bancaires et financiers .....	5,0	175,1
-Cantines d'entreprises et d'adminis.	5,9	168,9
-Cantines scolaires .....	4,2	158,4

L'évolution des prix relatifs amène, en effet, à revoir les observations faites au niveau des coefficients budgétaires.

Si la baisse du coefficient budgétaire concernant l'alimentation est bien confirmée par une baisse de la part de ce secteur dans la consommation à prix constants les conclusions doivent être modifiées dans le domaine du non alimentaire : l'augmentation assez spectaculaire du coefficient budgétaire des services ne recouvre en fait qu'une très forte poussée des prix dans ce secteur, alors que la relative augmentation du coefficient budgétaire des achats de biens durables correspond à une forte progression en volume, progression qui est masquée par une quasi-stagnation des prix sur toute la période.

On peut se demander dans quelle mesure ont joué d'une part l'évolution des prix et d'autre part les aspirations réelles des ménages dans la modification de la structure de la consommation en volume ; en effet, mis à part le cas particulier de l'alimentation, la part relative dans la structure en volume est restée pratiquement stable pour les produits et les services dont les prix ont le plus progressé, tandis qu'elle s'accroissait plus ou moins pour ceux dont les prix augmentaient moins, ou même diminuaient : croissance particulièrement forte sur les biens durables (1) dont l'indice des prix est le plus bas, croissance encore très sensible sur les biens fongibles non alimentaires.

\*

\*

\*

---

(1) Les différences qui se dégagent sur les évolutions concernant les biens durables et les services incitent à rapprocher les dépenses d'acquisition de ces biens des frais engagés pour leur entretien et leurs réparations : c'est l'objet de l'annexe 2.

## C H A P I T R E   I I

### L'EVOLUTION DE LA "CONSUMMATION ELARGIE" ET DE SON FINANCEMENT

A partir d'une notion élargie de la consommation, ce chapitre présente les résultats d'une étude (1) du CREDOC portant sur le financement de la consommation ainsi définie et sur son évolution de 1959 à 1969.

La "Consommation élargie" telle qu'elle a été définie comprend trois éléments (tableau n° 3) :

- la consommation privée des ménages (composée exclusivement de biens et services marchands).
- la consommation des services non marchands produits par les administrations publiques. Seuls les services divisibles ont été pris en compte.
- les transferts en nature ou sous forme de services alloués aux ménages sur des fonds collectifs (gérés par les administrations publiques et privées à but non lucratif, la sécurité sociale, les entreprises).

Sur l'ensemble des produits, la part de la consommation directement payée par les consommateurs reste prépondérante (supérieure à 80 %). Cependant, cette part diminue au cours de la période (de 89,43 % en 1959 à 84,46 % en 1969) au profit (et à part à peu près égale) de la part des services publics non marchands (de 5,50 % à 7,79 %) et de la part des transferts en nature (de 5,07 % à 7,75 %).

Pour trois groupes de produits, où il n'existe ni services publics, ni transferts en nature (ou remboursements en espèce), les consommateurs achètent la totalité de leur consommation : tabacs et allumettes, hygiène personnelle et télécommunications.

Un clivage très net apparaît sur les autres produits, selon que la part de la consommation payée dans "la consommation élargie" est supérieure à 80 % au qu'elle lui est très inférieure.

---

(1) Deux articles de la revue "Consommation" présentent ces travaux :  
 - "la consommation élargie" J.DESCE et A.FOULON - n° 3-1971 p. 3 à 26.  
 - "consommation des ménages et consommation publique divisible : structure, évolution et financement. 1959-1969" A.FOULON et J.DESCE - n° 2-1973 p. 5 à 94.

## II - 1. LES PRODUITS POUR LESQUELS LA PART DE LA CONSOMMATION PAYEE EST SUPERIEURE

### A 80 %.

En classant les produits par valeur décroissante de la part dans la consommation payée, l'ordre reste le même pour les trois premiers :

- les transports : 99,54 % en 1959 à 99,50 % en 1969. La part des transferts augmente sensiblement (de 0,07 à 0,13 %) alors que celle des services publics non marchands reste relativement stable (0,39 % en 1959 et 1965 ; 0,35 en 1969).
- les boissons : 99,05 % en 1959 à 99,09 % en 1969. Il n'existe pas de services publics et la part des avantages en nature est restée à peu près stable (0,95 % en 1959 ; 1,00 % en 1965 ; 0,91 % en 1969) (1).
- L'habillement et les chaussures : 98,58 % en 1959 et 98,86 % en 1969. Il n'existe pas de services publics et la part des transferts en nature après avoir sensiblement diminué entre 1959 et 1965 (de 1,42 % à 1,09 %) s'établit à 1,14 % en 1969.

Pour les trois produits suivants, le classement s'est modifié du fait d'un accroissement sensible de la part de la consommation non payée par les ménages pour deux d'entre eux :

- les sports, loisirs et distractions : la part de la consommation payée passe de 97,32 % en 1959 à 95,77 % en 1969. La part des avantages en nature a baissé surtout entre 1959 et 1965 (de 0,06 à 0,01 ; et 0,01 en 1969) (2), tandis que celle des services publics non marchands, relativement stable entre 1959 et 1965 (respectivement 2,62 % et 2,99 %), a fortement augmenté entre 1965 et 1969 (de 2,99 % à 4,22 %) ; la part de la consommation achetée par les ménages a donc diminué surtout entre 1965 et 1969, les services publics prenant le relai des avantages en nature et renforçant cette aide à la consommation de sports... (3)
- l'habitation : la part de la consommation payée passe de 98,38 % en 1959 à 97,60 % en 1969. Il n'existe pas de services publics, mais la part des avantages en nature a sensiblement progressé : 1,62 % en 1959 ; 2,13 % en 1965 et 2,40 % en 1969 (ils sont surtout assurés par les administrations publiques et privées à but non lucratif).

---

(1) Il s'agit d'avantages en nature fournis à des collectivités telles que l'armée, les religieuses ...

(2) Il en est de même en francs courants : 6 millions de francs à 3 millions.

(3) En francs courants, la somme des services publics a pratiquement doublé entre 1965 et 1969 (aux coûts des facteurs de 615 millions de francs à 1 393 millions de francs). C'est le fait des administrations publiques centrales et locales.

La part de la consommation marchande est restée relativement stable dans l'alimentation : 97,29 % en 1959 et 97,85 % en 1969, une légère tendance semblant cependant se dessiner pour l'augmentation de cette part ; il n'existe pas de services publics et la part des avantages en nature ne cesse de diminuer, de 2,71 % à 2,33 % pour atteindre 2,15 % en 1969.

Pour deux autres produits, la part de la consommation directement achetée par les ménages est beaucoup plus proche de celle concernant l'ensemble des produits ; la part de la consommation payée pour ces deux produits augmente d'ailleurs assez sensiblement.

- la culture et l'information : 85,11 % en 1959 et 87,32 % en 1969. La diminution de la part fournie gratuitement aux ménages apparaît surtout entre 1959 et 1965, avec une baisse simultanée de la part des services publics non marchands (13,19 % en 1959 ; 12,14 % en 1965 et 12,19 % en 1969) mais surtout des avantages en nature (1,70 % en 1959 ; 0,57 % en 1965 et 0,49 % en 1969) (1).
- les autres biens et services : 87,30 % en 1959 et 91,98 % en 1969. La part des services publics non marchands a fortement baissé entre 1965 et 1969 : 12,70 % en 1959, 12,36 % en 1965 alors que 7,67 % en 1969 (2).

Sur tous ces produits, si des modifications sont apparues dans le financement de la "consommation élargie", elles sont bien faibles par rapport à celles qui ont eu lieu dans les domaines où déjà en 1959, la part de la consommation payée directement par les ménages était faible (environ un tiers de la "consommation élargie").

## II - 2. LES PRODUITS POUR LESQUELS LA PART DE LA CONSOMMATION PAYEE, PROCHE DE 30 % EN 1959, PASSE A ENVIRON 20 % EN 1969

Ces produits sont parmi ceux dont la consommation a le plus progressé durant la période étudiée : leur "consommation élargie" en francs courants a au moins triplé alors que celle sur l'ensemble des produits a été multipliée par 2,5 (3).

- 
- (1) Les sommes en francs courants n'accusent cependant aucune baisse ; aux coûts des facteurs, 418 millions de francs en 1959, 676 millions en 1965 et 1 053 millions en 1969.
  - (2) Les sommes en francs courants ayant très faiblement diminué en 1965 et 1969 : de 1 698 millions de francs à 1 500 millions de francs.
  - (3) En effet, la "consommation élargie" en francs courants a été multipliée par :
    - 4,0 pour l'hygiène personnelle
    - 3,7 pour les biens et services médicaux, l'éducation et la recherche
    - 3,4 pour les sports, loisirs et distractions
    - 3,1 pour les télécommunications
    - 3,0 pour l'habitation et le transport
    - 2,9 pour les services sociaux

Présentation du tableau n° 3

Ce tableau présente pour trois années : 1959 - 1965 - 1969

- en colonne : la consommation finale totale (ou "consommation élargie") aux coûts des facteurs.  
la structure du financement de la "consommation élargie" selon ses trois composantes.
- en ligne : les biens et services répartis en 14 catégories.

Ce tableau a subi quelques modifications par rapport aux tableaux des pages 76 à 81 au n° 2 de 1973 de la revue "Consommation" :

- la consommation finale aux coûts des facteurs reprend la colonne 23 des tableaux.
- la part des services non marchands est calculée sur le total des services non marchands aux coûts des facteurs, colonne 22 des tableaux.
- mais les transferts et consommation payée par les ménages ont dû être modifiés pour être présentés aux coûts des facteurs et non aux coûts pour les consommateurs. Arbitrairement, les subventions aux producteurs et impôts indirects ont été répartis proportionnellement sur la consommation payée et les transferts. La consommation payée (restant à la charge) par les ménages a été prise pour sa valeur nette, c'est-à-dire les dépenses brutes moins les remboursements en espèces.

Tableau n° 3

## EVOLUTION DE LA CONSOMMATION ELARGIE DE 1959 à 1969 ET SON FINANCEMENT

	1959				1965				1969			
	Consommat. finale tot. (aux coûts des facteurs) en millions F.	Structure du financement (%)			Consommat. finale tot. (aux coûts des facteurs) en millions F.	Structure du financement (%)			Consommat. finale tot. (aux coûts des facteurs) en millions F.	Structure du financement (%)		
		Services non mar- chands	Transferts en espèces et en nature	Consommat. payée par les ménag.		Services non mar- chands	Transferts en espèces et en nature	Consommat. payée par les ménag.		Services non mar- chands	Transferts en espèces et en nature	Consommat. payée par les ménag.
Tabacs et allumettes .....	1 360	-	-	100,0	1 523	-	-	100,0	2 025	-	-	100,0
Hygiène personnelle .....	1 996	-	-	100,0	4 693	-	-	100,0	8 049	-	-	100,0
Télécommunications .....	761	-	-	100,0	1 424	-	-	100,0	2 379	-	-	100,0
Transports .....	11 286	0,39	0,07	99,54	22 617	0,39	0,11	99,50	33 338	0,35	0,13	99,50
Boissons .....	11 804	-	0,95	99,05	16 999	-	1,00	99,00	19 946	-	0,91	99,09
Habillement et chaussures .....	16 501	-	1,42	98,58	28 085	-	1,08	98,92	34 702	-	1,14	98,86
Habitation .....	27 159	-	1,62	98,38	52 430	-	2,13	97,87	81 078	-	2,40	97,60
Alimentation .....	53 679	-	2,71	97,29	82 242	-	2,33	97,67	109 011	-	2,15	97,85
Sports, loisirs, distractions .....	9 672	2,62	0,06	97,32	20 564	2,99	0,01	97,00	33 021	4,22	0,01	95,77
Autres biens et services .....	7 708	12,70	-	87,30	13 736	12,36	0,39	87,25	19 559	7,67	0,35	91,98
Culture et information .....	3 170	13,19	1,70	85,11	5 569	12,14	0,57	87,29	8 637	12,19	0,49	87,32
Education et recherche .....	7 700	68,40	-	31,60	16 869	76,01	-	23,99	28 072	76,90	-	23,10
Services sociaux .....	2 913	48,78	22,32	28,90	5 417	52,70	26,14	21,16	8 335	57,40	23,57	19,03
Biens et services médicaux (a).....	10 516	7,18	58,75	34,07	23 359	7,74	72,43	19,83	39 194	7,29	73,44	19,27
Consommation finale de la population présente sur le territoire .....	166 225	5,50	5,07	89,43	295 527	6,96	6,94	86,10	427 346	7,79	7,75	84,46

Source : Travaux du CREDOC in "Consommation" n° 2-1973 p. 76 à 81.

(a) : Y compris les remboursements de la Sécurité Sociale.

- l'éducation et la recherche : la part de la consommation payée qui était de 31,60 % en 1959 passe à 23,10 % en 1969 (la baisse a surtout été sensible de 1959 à 1965 : de 31,60 % à 23,99 %). Ceci est dû à une rigoureuse action des administrations publiques : les sommes correspondant à ces services ayant fortement augmenté dans chacune des deux sous-périodes (1), la part des services publics non marchands atteint 76,90 % de la "consommation élargie" dans ce domaine en 1969.
- les services sociaux : la part payée par les ménages a baissé surtout entre 1959 et 1965 en passant de 28,90 % à 21,16 %, la part étant de 19,03 % en 1969. Si la part des avantages en nature est restée relativement stable (de 22,32 % en 1959 à 23,57 % en 1969) bien qu'elle soit nettement plus élevée en 1965 (26,14 %), la part des services non marchands n'a cessé de progresser : 48,78 % en 1959, 52,70 % en 1965 et 57,40 % en 1969. La Sécurité Sociale fournit la plus grande partie de ces services (plus des deux tiers).
- les biens et services médicaux : dans ce secteur, où la consommation des ménages a fortement augmenté depuis 1950, par suite notamment de l'élévation du niveau de vie, la part de la consommation restant à la charge des ménages (2) a particulièrement baissé : de 34,07 % en 1959 à 19,27 % en 1969 ; la modification s'est opérée surtout entre 1959 et 1965. Outre les remboursements, les transferts en nature directement alloués (par les administrations publiques, mais surtout par la Sécurité Sociale) ont très fortement progressé : dans ce domaine, où les dépenses ont été, rappelons le, multipliées par 3,7, la part des transferts en nature est passée de 58,75 % en 1959 à 73,44 % en 1969. La part des services publics non marchands est restée pratiquement stable : 7,18 % en 1959 et 7,29 % en 1969, après avoir atteint 7,74 % en 1965.

Il apparaît ainsi que dans "la consommation élargie", 3 groupes de produits se différencient nettement de l'ensemble de la consommation : les biens et services médicaux, les services sociaux, l'éducation et la recherche. Sur ceux-ci les parts financées directement par les ménages (environ le tiers de la consommation élargie en 1959) ne cessent de diminuer (environ le cinquième en 1969).

Bien que le nombre d'années ne soient pas le même dans les deux sous-périodes (6 ans de 1959 à 1965 ; 4 ans de 1965 à 1969), il convient d'observer que les modifications relevées dans la structure du financement de la "consommation élargie" se sont surtout opérées entre 1959 et 1965 :

- . progression des transferts pour les biens et services médicaux, des services publics non marchands pour les services sociaux, l'éducation et la recherche.
- . baisse des transferts pour la culture et l'information.

Entre 1965 et 1969, il est surtout apparu la progression des services publics non marchands pour les sports, loisirs et distractions et leur diminution pour les "autres biens et services".

- 
- (1) Aux coûts des facteurs, à prix courants, les services publics dans l'éducation et la recherche sont passés de 5 267 millions de francs en 1959 à 12 822 millions en 1965 et 21 588 millions en 1969.
  - (2) Il faut noter que dans ce domaine, les remboursements en espèces prennent une place très importante ; ils constituent plus de 80 % de l'ensemble des remboursements en espèces ; les remboursements en espèces des biens et services médicaux passent de 45 % en 1959 à 65 % en 1969 des dépenses brutes afferant à ces achats.

Rappelons que la consommation payée par les ménages (ici la consommation restant à leur charge) est comptée pour sa valeur nette : dépenses brutes - remboursements en espèces.

## C H A P I T R E   I I I

### LA CONSOMMATION FINALE ET LES IMPORTATIONS

Les récentes difficultés de la balance commerciale (1) et la lutte contre le gaspillage d'un point de vue strictement national incitent à étudier le rôle que joue la consommation finale sur les importations (2). Quels sont les produits importés qui sont destinés plus ou moins directement à la consommation finale ? Comment ont-ils évolué à long terme (on pourrait par exemple songer à l'évolution des quantités importées et à celle des prix) ? La connaissance de tendances sur longue période (si elles existent) devrait permettre de juger si leur maintien est souhaitable ou même compatible avec l'évolution de l'équilibre économique.

Très peu d'études ont été, à notre connaissance, consacrées à ce sujet et il s'agit plutôt ici d'amorcer une nouvelle voie de recherche, à partir d'un premier ensemble d'informations statistiques. Si quelques éléments sont réunis et permettent un premier jugement bien partiel, le travail à faire est encore suffisamment important pour que l'on ne puisse en présenter que les grandes lignes.

---

(1) De plus, on peut relever dans un ouvrage très intéressant, mais malheureusement déjà ancien, et dont on peut regretter qu'il n'ait pas fait l'objet d'une mise à jour (Analyse Statistique du Commerce Extérieur - Edition 1967 - Centre National du Commerce Extérieur) la phrase suivante : "la concurrence étrangère se fait cruellement sentir dans ce secteur d'activité (biens de consommation) et la baisse importante et continue du taux de couverture de nos échanges de biens de consommation est en grande partie responsable de l'accroissement du déficit de la balance commerciale de la France" (p. 191). Une rapide observation des statistiques semblerait confirmer cette tendance au cours des dernières années.

(2) L'analyse pourrait même être étendue aux relations entre la consommation finale et la balance commerciale.

Dans une optique de consommation finale, il convient de distinguer dans l'ensemble des importations :

- les produits destinés directement à la consommation finale des ménages.
- les produits semi-finis, et les matières premières dont une partie aboutit sur le marché de la consommation finale intérieure après un détour dans le système productif.

Pour le premier groupe de produits, le traitement de l'information, lorsqu'elle est obtenue est relativement simple, tandis que l'étude du deuxième groupe de produits nécessiterait un traitement (1) plus complexe qui dépasse le cadre de cette note. C'est donc essentiellement sur les produits destinés à la consommation que porte notre analyse.

Après une présentation des quelques statistiques qui ont pu être rassemblées au cours de cette première approche, trois points sont abordés (les améliorations possibles étant mentionnées au fur et à mesure) :

- l'évolution globale de 1950 à 1972,
- la structure des importations de produits destinés directement à la consommation,
- la part des importations de ces produits dans la consommation.

En observant cette évolution de la structure des importations, il convient de garder présent à l'esprit que ces données traduisent l'interpénétration des économies qui a également un impact sur la structure des exportations.

### III - 1. PRESENTATION DES STATISTIQUES DISPONIBLES

Les statistiques du commerce extérieur sont établies suivant plusieurs nomenclatures qui, malgré des intitulés voisins (et une même définition) n'ont pas le même contenu (cf. p. 186 de l'ouvrage cité). Parmi les nomenclatures susceptibles de présenter un intérêt pour cette recherche, citons :

- par catégorie de produits selon les "groupements d'utilisation" classant les biens en fonction de leur destination finale (2). Les grands postes sont les suivants :

---

(1) Le traitement statistique de l'importation des produits intermédiaires est possible pour certains pays notamment de l'Europe de l'Est (on dispose à ce sujet de travaux sur les tableaux INPUT-OUTPUT) ; sauf erreur de notre part, l'INSEE n'a pas réalisé de travaux analogues. De plus, la manière dont les importations sont introduites dans les TEI ne se prêtent guère à une exploitation dans ce sens.

(2) Pour la définition des groupements d'utilisation, se reporter à "statistiques et études du commerce extérieur" édition 1964 p. 79 INSEE.

. Alimentation (à l'exclusion des oléagineux, huiles et graisses (1), boissons, tabac :

- . énergie, lubrifiants,
- . produits bruts,
- . ensemble des produits manufacturés  
dont : demi-produits,  
produits finis destinés principalement à :
  - l'équipement industriel
  - l'équipement agricole
  - la consommation

Sur les biens destinés principalement à la consommation, aucune statistique détaillée n'a pu être obtenue au cours de cette première investigation. Il est fort probable que des recherches directes auprès des services compétents des Douanes et de l'INSEE permettraient de décomposer ce poste suivant une nomenclature qui pourrait être la suivante : automobiles, vêtements, bonneterie, tissus de laine, tissus synthétiques et artificiels, appareils électroménagers, meubles, jouets et articles de sport (des commentaires y font référence sans que les tableaux statistiques soient présentés).

- par catégorie de produits selon les "secteurs d'activité". La nomenclature utilisée est la suivante :

- . Agriculture (parfois dénommée alimentation),
- . énergie,
- . matières premières et produits bruts (parfois dénommés simplement produits bruts),
- . produits finis décomposés en :
  - biens d'équipement,
  - biens de consommation
- . autres divers.

Le poste "biens de consommation" pouvant lui même être détaillé en : automobiles, textiles et cuirs, bois ouvrés et papiers, industries diverses. Bien que cette décomposition présente un intérêt moindre (que celle qui pourrait être obtenue sur les biens de consommation définis selon les groupements d'utilisation) elle a l'avantage de faire plus fréquemment l'objet de tableaux statistiques dans la documentation accessible.

---

(1) Ils sont classés avec les produits bruts.

La valeur des biens de consommation importés varie d'une nomenclature à l'autre (ainsi que leur part dans le total des importations) :

	1 9 7 1		1 9 7 2	
	Valeurs en millions de francs	Part en % dans le total des importations	Valeurs en millions de francs	Part en % dans le total des importations
Par groupement d'utilisation * ....	20 628	17,5	25 306	18,7
Par secteur d'activité ** .....	19 913	16,9	24 312	17,8

\*- Rapport annuel : statistiques du commerce extérieur en France. Année 1972

\*\* - Rapport annuel : statistiques du commerce extérieur en France. Année 1973

Ces deux nomenclatures sont celles qui ont été le plus rencontrées ; mais il existe des variantes, qui incitent à d'autant plus de prudence que les tableaux sont couramment intitulés : décomposition par produit.

### III - 2. L'EVOLUTION GLOBALE DE 1950 A 1972

Le tableau n° 4 a l'intérêt de présenter l'évolution sur une longue période - de 1950 à 1972 - de la structure des importations (en valeur) par catégorie de produits selon "les groupements d'utilisation" (cependant, les résultats pour l'année 1973 n'ont pu être réunis pour cette nomenclature (1)).

(1) De 1950 à 1966, la série est extraite du volume cité "analyse statistique du commerce extérieur". Après vérification sur les années 1964, 1965, 1966, la suite de la série est tirée des rapports annuels "statistiques du commerce extérieur de la France". (Les chiffres sont fournis sur plusieurs années). Le dernier rapport portant sur l'année 1973 semble utiliser la nomenclature par "secteur d'activité" (l'intitulé porte simplement "décomposition par produits").

De 1950 à 1972, la structure de nos importations en valeur s'est profondément modifiée (ce qui est normal en raison de l'interpénétration actuelle des économies) :

- réduction très sensible de la part des postes produits bruts (de 31,1 % à 9,9 %) alimentation, boissons, tabac (27,7% à 12,1 %).
- légère baisse de la part du poste énergie, lubrifiants (de 15,6 % à 13,1 %).
- augmentation très importante et même spectaculaire de la part des produits manufacturés (de 24,3 % à 64,2 %). Sauf pour l'équipement agricole (dont la part est restée relativement stable : 1 %), cette croissance s'explique par la très forte augmentation de chacune des composantes :
  - . demi-produits de 9,6 % à 23,8 %
  - . équipement industriel de 9,1 % à 20,6 %
  - . biens à la consommation de 4,7 % à 18,7 %.

Ce tableau permet donc de dégager l'évolution très nette de deux postes qui concernent directement la consommation finale : l'alimentation et les biens de consommation. Cependant, avant de voir plus en détail leur évolution, certaines réserves doivent être faites pour éviter toute ambiguïté.

Sur le poste "alimentation, boissons, tabac", il ne faut pas oublier que les oléagineux, huiles et graisses sont exclus. Toute la consommation alimentaire de produits importés n'est donc pas visée par ce poste. Inversement, tous les produits de ce poste n'aboutissent pas directement et en totalité à la consommation finale. Certes, s'il est probable qu'une grande partie de ces produits vont directement sur le marché de la consommation finale intérieure, une partie peut être traitée par les industries alimentaires ; cette production peut en partie être affectée à la consommation finale, l'autre partie pouvant être exportée (1).

Par conséquent, il ne faut pas oublier que le contenu de ce poste est à la fois trop étroit et trop large pour être affecté en totalité à la consommation finale des ménages. Une analyse approfondie paraît nécessaire pour juger du rôle des importations dans la consommation alimentaire française.

---

(1) Un simple exemple suffit à l'illustrer : les oranges importées peuvent être mises en partie directement sur le marché de la consommation, en partie entrer dans un processus productif tel que la fabrication de confitures d'orange. Cette dernière peut être mise en vente sur le marché intérieur pour une partie et être exportée pour l'autre partie.

Tableau n° 4

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR PRODUIT SELON "LES GROUPEMENTS D'UTILISATION" DE 1950 A 1972

(en %)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Alimentation, boissons, tabac.....	27,7	20,4	24,2	25,4	25,2	23,0	24,1	21,8	25,2	23,6	20,3	18,4	19,6	17,8	17,8	17,3	16,2	15,1	13,7	13,2	12,8	12,0	12,1
Energie, lubrifiants .....	15,6	16,6	20,5	18,0	18,1	17,6	17,7	20,1	19,7	19,8	17,0	16,7	15,4	16,5	15,1	15,5	13,8	14,5	13,6	11,3	12,0	13,8	13,1
Produits bruts .....	31,1	36,7	28,3	29,0	30,3	30,3	27,9	28,0	24,9	24,2	24,2	22,8	19,7	18,9	17,7	16,4	15,9	13,8	12,4	11,8	11,6	10,6	9,9
Produits manufacturés .....	24,3	22,3	22,1	22,1	23,3	28,2	28,7	29,2	30,1	32,3	38,4	42,0	45,2	46,8	49,4	50,8	54,0	56,4	59,9	62,7	62,6	62,7	64,2
Dont : demi-produits .....	( 9,6)	(10,4)	(11,1)	( 9,3)	(11,4)	(14,6)	(14,5)	(14,0)	(14,2)	(15,3)	(19,1)	(19,4)	(19,2)	(19,4)	(20,6)	(21,0)	(22,7)	(22,9)	(23,5)	(24,4)	(25,0)	(23,5)	(23,8)
Produits finis destinés principalement à :																							
.l'équipement industriel ..	( 9,1)	( 6,8)	( 7,1)	( 8,8)	( 7,9)	( 8,9)	( 8,7)	(10,3)	(11,3)	(11,4)	(12,9)	(13,7)	(15,3)	(14,9)	(15,5)	(15,7)	(16,3)	(17,7)	(18,2)	(18,7)	(20,5)	(20,7)	(20,6)
.l'équipement agricole ....	( 0,9)	( 0,6)	( 0,6)	( 0,7)	( 0,5)	( 0,6)	( 1,2)	( 1,0)	( 0,8)	( 1,0)	( 1,0)	( 1,4)	( 1,3)	( 1,4)	( 1,5)	( 1,5)	( 1,5)	( 1,3)	( 1,5)	( 1,4)	( 1,1)	( 1,0)	( 1,1)
.biens de consommation ....	( 4,7)	( 4,5)	( 3,3)	( 3,3)	( 3,5)	( 4,1)	( 4,3)	( 3,9)	( 3,8)	( 4,6)	( 5,4)	( 7,5)	( 9,4)	(11,1)	(11,8)	(12,6)	(13,5)	(14,5)	(16,7)	(18,2)	(16,0)	(17,5)	(18,7)
Or industriel .....	1,3	4,0	4,9	5,5	3,1	0,9	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-	0,1	0,2	0,4	1,0	1,0	0,9	0,7
TOTAL : .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

source : analyse statistique du commerce extérieur. Edition 1967 - Centre National du Commerce Extérieur.  
statistiques du commerce extérieur de la France. Année 1972.

Sur le poste "produits finis destinés principalement à la consommation" s'il est également intéressant de pouvoir disposer de ces chiffres, il convient d'attirer l'attention sur le mot "principalement". En outre, il s'agit de la consommation finale en général ; il est probable que si la plus grande partie est consommée par les ménages, une part peut être consommée (au sens de la consommation finale définie par la Comptabilité Nationale) par d'autres agents.

Malgré ces quelques réserves qui incitent à une certaine prudence dans les premières conclusions et à un approfondissement de la recherche, notons l'évolution contrastée entre les deux décennies :

- sur le poste "alimentation, boissons, tabac", la part fluctue assez sensiblement d'une année sur l'autre au cours de la première décennie ; ces fluctuations se situent entre le quart et le cinquième de la valeur des importations (en valeur nominale, ces fluctuations disparaissent pratiquement). Au cours de la seconde décennie, le mouvement est nettement orienté vers une baisse progressive de leur part de 1960 (20 %) à 1967 (15 %) pour s'accroître en 1968 (13,7 %) et se poursuivre beaucoup plus lentement ensuite : 12,8 % en 1970, 12,0 % en 1971 et 12,1 % en 1972.
- sur les produits finis destinés principalement à la consommation : pendant la première décennie, la part de ces biens n'a pratiquement pas évolué sauf une légère baisse en 1952 et 1953 (à 3,3 %) ; les valeurs nominales pour ces deux années étaient même inférieures à celles de 1950) ; la seconde décennie a été marquée par une croissance très vive de leur part : de 5,4 % en 1960, elle passe à plus de 10 % en 1963 pour dépasser 15 % en 1968 ; après une légère baisse en 1970 (16 % par rapport à 1968 : 16,7 % et 1969 : 18,2 %), une certaine croissance semble se poursuivre au début des années 1970 : 17,5 % en 1971 et 18,7 % en 1972.

### III - 3. DECOMPOSITION DES PRODUITS DESTINES DIRECTEMENT A LA CONSOMMATION

Il a déjà été signalé que la recherche d'information statistique selon une décomposition adéquate des produits importés pose quelques problèmes ; des délais plus longs permettraient fort probablement d'obtenir des informations plus précises.

Le tableau n° 5 présente sur trois années récentes une décomposition assez sommaire des deux postes agriculture (correspondant approximativement à l'alimentation) et biens de consommation. (Ce tableau, extrait de documents du CNCE, a pour seul intitulé : "répartition par produit". Après recoupements, il doit s'agir de la répartition par "secteur d'activité" ; seuls ont été détaillés les postes concernant le sujet).

Tableau n° 5

## LES IMPORTATIONS PAR CATEGORIE DE PRODUIT SELON "LES SECTEURS D'ACTIVITE"

## DECOMPOSITION DES POSTES AGRICULTURE ET BIENS DE CONSOMMATION

	1 9 7 1		1 9 7 2		1 9 7 3		Evolution en %	
	Valeur (millions francs)	%	Valeur (millions francs)	%	Valeur (millions francs)	%	1972/1971	1973/1972
<u>Agriculture</u> : .....	16 948	14,4	19 079	14,1	23 805	14,3	+12,6	+24,4
-viandes, poissons, volailles } (1).....		(29,0)		(31,7)		(31,1)	+23,2	+22,4
-produits laitiers								
-céréales et farines (1).....		( 2,9)		( 2,5)		( 3,4)	- 0,1	+71,7
-fruits et légumes (1).....		(21,0)		(20,6)		(19,4)	+10,4	+17,5
-vins et boissons (1).....		( 5,4)		( 6,5)		( 6,1)	+34,5	+18,0
-divers agricoles (1).....		(41,7)		(38,8)		(40,0)	+ 4,7	+28,8
<u>Energie</u> .....	16 236	13,7	17 838	13,1	20 337	12,2	+ 9,9	+14,0
<u>Matières premières et produits bruts</u> .....	14 161	12,0	15 910	11,7	20 760	12,5	+12,4	+30,5
<u>Demi-produits</u> .....	20 943	17,7	24 436	18,0	30 235	18,2	+16,7	+23,7
<u>Produits finis</u> : .....	48 653	41,3	57 519	42,4	69 192	41,7	+18,2	+20,0
-biens d'équipement .....	(28 740)	(24,4)	(33 207)	(24,5)	(39 854)	(24,0)	(+15,4)	(+20,0)
-biens de consommation .....	(19 913)	(16,9)	(24 312)	(17,8)	(29 338)	(17,7)	(+22,1)	(+20,7)
.automobiles (2).....		(35,4)		(34,8)		(35,1)	+20,0	+21,7
.textiles et cuirs (2).....		(28,3)		(30,2)		(30,3)	+30,5	+20,8
.bois ouvrés et papiers (2).....		(17,8)		(17,0)		(17,2)	+16,2	+22,0
.industries diverses (2).....		(18,5)		(18,0)		(17,5)	+19,0	+17,3
<u>Autres divers</u> .....	1 056	0,9	959	0,7		1,1	- 9,2	+87,1
<b>TOTAL</b> : .....	117 997	100,0	135 741	100,0	166 123	100,0	+15,0	+22,4

Source : document CNCE

(1) en pourcentage sur la valeur du poste Agriculture

(2) en pourcentage sur la valeur du poste Biens de consommation.

### Agriculture-alimentation

Selon cette nomenclature, la part de ce poste reste pratiquement stable au début des années 1970 : aux alentours de 14 %.

Les importations portent surtout :

- sur les viandes, poissons, volailles, produits laitiers qui représentent un peu moins du tiers des importations de produits alimentaires (soit environ 4,5 % du total des importations). D'autres documents permettent de savoir qu'elles portent beaucoup plus sur la viande que sur les produits laitiers : notamment, en moyenne trimestrielle sur l'année 1974, la viande représente 17 %, les animaux pour l'alimentation 4 %, tandis que les produits laitiers et les oeufs ne faisaient que 3 % du poste "alimentation, boissons, tabac" (bulletin mensuel de statistique de l'INSEE - avril 1975).
- sur les fruits et légumes ; environ 20 % du poste agriculture. En moyenne trimestrielle sur l'année 1974, ils représentaient 19 % du poste "alimentation, boissons, tabac".
- sur les divers agricoles ; un peu moins de la moitié - une décomposition plus poussée paraît nécessaire. On peut penser que ce poste regroupe notamment les café, thé, cacao et épices qui occupent une place relativement importante dans nos importations alimentaires (en moyenne trimestrielle sur l'année 1974, les café, thé... représentent 14 % du poste alimentation, boissons, tabac).

### Biens de consommation

La part du poste au début des années 1970 se situe entre 17 et 18 %.

Les importations, et c'est un fait bien connu, portent surtout sur les automobiles (plus du tiers des biens de consommation et environ 6 % du total des importations). (A noter que si la France importe beaucoup d'automobiles, elle en exporte encore bien davantage).

Les textiles et cuirs représentent un peu moins du tiers des biens de consommation importés (et environ 5 % du total des importations). Ces importations porteraient surtout sur les vêtements.

Sur les industries diverses qui représentent 20 % de l'importation de biens de consommation (et 3 % du total des importations) signalons certaines remarques extraites de documents du CNCE :

- "les échanges ont été déficitaires en 1973 sur les appareils électroménagers à usage domestique en raison de la concurrence italienne des réfrigérateurs et des machines à laver". On peut se demander, si cette concurrence italienne porte plutôt sur le marché intérieur ou sur les marchés extérieurs.

- "Le déficit sur les meubles en 1973" permet sans doute de penser que les français importent relativement beaucoup de meubles.

Cette décomposition sur les biens de consommation se révèle assez décevante dans ce type de recherche - mais les tendances qui ont pu être dégagées à partir de quelques documents pourraient être, encore une fois approfondies et fournir des éléments plus détaillés d'appréciation sur les produits et peut-être même sur leurs pays d'origine.

### III - 4. LA PLACE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS FINIS DESTINES A LA CONSOMMATION DANS LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES

Il est intéressant de suivre l'évolution des importations, il l'est encore plus de replacer ces importations dans la consommation finale des ménages. Quelles sont les places des divers produits importés dans la consommation finale ? Comment évoluent-elles dans une consommation elle-même en évolution ?

Pour pouvoir répondre honnêtement à ce type de question, il convient de savoir exactement ce que contiennent les grands postes de produits importés. D'autre part, il faut encore se demander si les valeurs fournies par les statistiques du commerce extérieur peuvent directement être rapportées aux valeurs de la consommation telles qu'elles sont habituellement fournies.

En outre, sur l'alimentation, le rapprochement est aussi délicat pour des raisons déjà indiquées tenant à la possibilité d'un passage dans le système productif intérieur et de l'exportation. Aussi, sans chercher à faire des évaluations précises, présentons simplement les valeurs disponibles sur les importations et sur la consommation finale.

Tableau n° 6

#### IMPORTATIONS ET CONSOMMATION FINALE

en millions de F.courants

	1 9 5 9	1 9 6 5	1 9 7 0	1 9 7 1	1 9 7 2
<u>Alimentation</u>					
-consommation finale .....	61 638	92 120	128 401	139 835	154 649
-importations .....	5 923	8 812	13 648	14 199	16 430
<u>Produits durables et semi durables</u>					
-consommation finale .....	37 661	69 190	104 160	118 140	133 327
-importations (biens à la consommation) .....	1 151	6 432	17 009	20 628	25 306
<u>Consommation finale totale des ménages</u> .....	165 112	288 109	457 512	512 600	574 144

-Consommation finale : Rapport annuel des Comptes de la Nation. Tome III p. 125.

-Importations: nomenclature par "groupement d'utilisation. Rapports annuels du Commerce Extérieur.

En gardant à l'esprit toutes les réserves faites ci-dessus, signalons que les importations de produits alimentaires auraient une place relativement stable dans la consommation alimentaire (environ le dixième), alors qu'il semblerait que celles des biens de consommation aient augmenté très sensiblement de 1959 à 1972 dans la consommation de biens durables et semi-durables (en passant à peu près de 5 % à 20 %).

Ce chapitre ne visait qu'à amorcer une recherche qui pourrait se révéler riche d'enseignements.

Il est encore trop tôt pour porter des conclusions ; cependant, cette première investigation constitue une incitation à approfondir l'évolution des produits finis importés : les quelques chiffres cités semblent montrer la part croissante que ces produits prennent dans la consommation intérieure. Cette croissance pourrait surtout porter sur les biens durables dont nous avons vu dans la section I.2, la forte augmentation dans la consommation à prix constants.

De plus, le cas des matières premières et des produits semi-finis a été volontairement laissé de côté en raison de sa complexité (1). Pourtant, il serait également très intéressant de pouvoir déterminer la part de ces produits qui, après un passage dans le système productif national, aboutissent sur le marché de la consommation finale intérieure.

\*

\*            \*

---

(1) Cf. note (1) de la page 25.

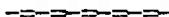
### REMARQUES FINALES

Une conclusion d'ensemble ne paraît pas nécessaire pour cette brève note : les sujets traités sont différents et ils abordent des approches très diverses de la consommation finale ; de plus, chaque thème a fait l'objet d'une conclusion partielle en fin de chapitre.

Cependant, quelques remarques finales peuvent être formulées sur deux points.

L'observation des grandes tendances qui ont semblé se dégager sur la consommation française devrait pouvoir donner lieu à une meilleure interprétation en les comparant avec celles d'autres pays : on peut, en effet, se demander si ces tendances sont propres à la France, ou si elles suivent un modèle commun aux grands pays industrialisés. Pour opérer ces comparaisons internationales, il conviendrait naturellement de réunir des éléments directement comparables.

En outre, pour prolonger ces travaux par des éléments de prévision, il faudrait approfondir l'analyse des comportements budgétaires et des comportements spécifiques des ménages à l'égard des diverses classes de produits : quelles sont les raisons profondes qui incitent les ménages à consommer tel ou tel type de produit ? Ces motivations profondes ne peuvent-elles pas être à l'origine d'une modification des comportements dans un environnement économique, social... qui évolue ?



- A N N E X E S -

Annexe 1 :

- Evolution des indices (base 100 en 1959) de la consommation des ménages par catégorie de produits classés selon la durabilité :
  - . indices valeur ..... p. 37
  - . indices volume ..... p. 38
  - . indices prix ..... p. 39
  
- Evolution de la structure de la consommation à prix constants, par catégorie de produits classés selon la durabilité .. p. 40

Annexe 2 :

- Les biens durables et les services liés d'entretien et de réparations ..... p. 41
-

CONSOMMATION DES MENAGES PAR CATEGORIE DE PRODUITS CLASSES SELON LA DURABILITE : Indices de valeur (année 1959 = 100)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
<b>1. Biens durables :</b>														
Automobiles et caravanes.....	114,4	135,7	173,4	213,5	229,4	241,7	272,0	282,6	303,9	371,7	396,9	486,0	585,8	669,1
Télévisions.....	140,4	171,3	204,4	266,5	294,2	308,3	285,1	299,9	321,6	352,2	392,7	462,9	534,7	620,9
Réfrigérateurs.....	111,6	112,2	113,3	123,4	133,7	123,6	101,4	95,3	102,0	107,5	102,9	120,0	127,1	139,6
Machines à laver.....	91,1	104,4	122,1	150,7	170,6	156,5	177,8	182,6	198,3	237,2	229,2	270,8	285,2	317,9
Autres biens durables (a).....	109,0	123,2	140,1	162,3	178,6	185,3	197,8	213,0	245,0	284,2	301,7	351,1	401,8	464,8
<b>TOTAL 1.....</b>	<b>111,3</b>	<b>127,1</b>	<b>148,7</b>	<b>176,7</b>	<b>193,4</b>	<b>199,5</b>	<b>212,1</b>	<b>224,2</b>	<b>250,5</b>	<b>293,5</b>	<b>311,3</b>	<b>368,3</b>	<b>426,7</b>	<b>490,6</b>
<b>2. Biens semi-durables :</b>														
Habillement.....	110,4	121,7	136,8	156,2	167,2	171,2	179,5	187,4	199,2	223,2	238,8	259,8	284,5	309,0
Autres biens semi-durables (b).....	108,6	121,0	136,5	160,5	177,4	186,4	204,2	221,3	244,4	282,7	308,5	349,8	396,8	463,7
<b>TOTAL 2.....</b>	<b>109,9</b>	<b>121,5</b>	<b>136,7</b>	<b>157,4</b>	<b>170,1</b>	<b>175,6</b>	<b>186,6</b>	<b>197,1</b>	<b>212,1</b>	<b>240,2</b>	<b>258,7</b>	<b>285,6</b>	<b>316,6</b>	<b>353,3</b>
<b>3. Biens alimentaires.....</b>	<b>105,2</b>	<b>110,7</b>	<b>121,9</b>	<b>133,5</b>	<b>142,1</b>	<b>149,5</b>	<b>158,4</b>	<b>166,8</b>	<b>176,8</b>	<b>194,1</b>	<b>208,3</b>	<b>226,9</b>	<b>250,9</b>	<b>281,8</b>
<b>4. Biens fongibles non-alimentaires :</b>														
Pharmacie.....	114,2	132,0	147,3	165,9	189,2	213,9	244,5	283,7	305,1	366,4	427,6	472,4	531,7	598,2
Chauffage, éclairage et eau.....	106,4	111,5	128,3	148,1	147,3	155,8	158,9	174,8	195,6	222,6	253,5	294,1	329,5	375,3
Autres biens fongibles (c).....	109,7	119,7	133,7	148,7	165,2	179,4	196,7	215,3	246,7	280,0	307,8	348,8	392,5	441,5
<b>TOTAL 4.....</b>	<b>109,3</b>	<b>118,9</b>	<b>133,9</b>	<b>150,8</b>	<b>163,1</b>	<b>177,1</b>	<b>192,0</b>	<b>212,5</b>	<b>239,5</b>	<b>274,6</b>	<b>307,8</b>	<b>349,1</b>	<b>392,5</b>	<b>442,9</b>
<b>5. Services :</b>														
Logement (d).....	116,0	134,8	157,7	185,3	210,7	243,3	276,8	322,3	369,1	431,1	492,7	554,9	620,4	713,7
Transports collectifs et télécommu- nications.....	107,1	116,9	126,3	135,7	145,4	156,7	165,4	181,3	196,4	229,1	255,6	290,0	321,9	360,8
Services de santé (e).....	113,8	127,7	145,2	172,3	199,4	218,3	243,3	270,9	290,9	357,3	411,1	477,2	551,2	654,5
Hôtels, cafés, restaurants.....	109,2	118,8	131,6	148,0	165,3	180,3	200,0	217,5	236,2	264,3	286,6	314,8	349,1	394,9
Autres services (f).....	112,2	124,8	139,2	153,7	170,5	187,4	206,4	229,2	250,9	285,4	313,2	355,0	396,2	442,3
<b>TOTAL 5.....</b>	<b>112,2</b>	<b>125,4</b>	<b>141,5</b>	<b>161,2</b>	<b>181,4</b>	<b>201,2</b>	<b>223,7</b>	<b>250,6</b>	<b>276,3</b>	<b>321,4</b>	<b>360,4</b>	<b>407,6</b>	<b>458,0</b>	<b>524,9</b>
<b>Ensemble de la consommation..</b>	<b>108,7</b>	<b>118,5</b>	<b>132,9</b>	<b>150,0</b>	<b>163,3</b>	<b>174,5</b>	<b>188,4</b>	<b>203,8</b>	<b>222,3</b>	<b>252,9</b>	<b>277,1</b>	<b>310,5</b>	<b>347,7</b>	<b>394,1</b>
Population intérieure moyenne (an- née 1959 = 100).....	101,0	102,1	104,1	106,4	107,6	108,7	109,6	110,5	111,4	112,3	113,3	114,4	115,4	116,4
Consommation par tête (année 1959 = 100)	107,7	116,1	127,6	141,0	151,8	160,5	171,8	184,4	199,6	225,2	244,6	271,4	301,3	338,6

N.B. — Cf. notes p. 13

Source : le rapport des Comptes de la Nation - Année 1973 - INSEE. C 29-30 p. 131

CONSOMMATION DES MÉNAGES PAR CATÉGORIE DE PRODUITS CLASSES SELON LA DURABILITÉ : Indices de volume (année 1959 = 100)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
<b>1. Biens durables :</b>														
Automobiles et caravanes.....	114,3	135,5	171,1	207,7	221,0	232,3	261,2	270,8	285,0	321,7	327,1	368,0	416,8	449,4
Télévisions.....	138,1	172,6	218,1	290,1	326,4	363,0	364,5	407,5	464,9	502,1	609,6	715,0	848,7	989,7
Réfrigérateurs.....	115,8	146,7	168,2	197,7	229,8	222,2	198,2	226,3	254,4	265,0	258,4	293,6	302,5	329,7
Machines à laver.....	93,0	112,6	136,9	179,4	205,4	211,9	260,2	288,5	355,7	423,3	403,9	465,7	478,3	530,9
Autres biens durables (a).....	106,9	117,9	131,1	147,3	159,6	163,5	172,3	182,5	203,3	223,7	228,0	256,6	284,0	318,5
<b>TOTAL 1.....</b>	<b>110,0</b>	<b>125,8</b>	<b>146,6</b>	<b>172,0</b>	<b>187,1</b>	<b>194,0</b>	<b>207,3</b>	<b>220,6</b>	<b>244,0</b>	<b>270,5</b>	<b>278,8</b>	<b>315,8</b>	<b>352,2</b>	<b>392,1</b>
<b>2. Biens semi-durables :</b>														
Habillement.....	105,8	113,7	124,7	138,8	144,3	144,8	149,0	152,3	159,2	170,6	176,0	183,2	190,9	193,0
Autres biens semi-durables (b).....	106,8	116,4	127,7	144,5	155,4	161,0	173,6	184,6	198,4	215,7	224,8	245,8	265,1	286,2
<b>TOTAL 2.....</b>	<b>106,1</b>	<b>114,4</b>	<b>125,6</b>	<b>140,4</b>	<b>147,4</b>	<b>149,3</b>	<b>156,0</b>	<b>161,5</b>	<b>170,3</b>	<b>183,4</b>	<b>189,9</b>	<b>201,0</b>	<b>211,9</b>	<b>219,5</b>
<b>3. Biens alimentaires.....</b>	<b>102,7</b>	<b>105,3</b>	<b>109,6</b>	<b>113,7</b>	<b>117,8</b>	<b>121,2</b>	<b>124,6</b>	<b>128,9</b>	<b>131,7</b>	<b>135,9</b>	<b>138,8</b>	<b>142,4</b>	<b>146,3</b>	<b>150,2</b>
<b>4. Biens fongibles non-alimentaires :</b>														
Pharmacie.....	112,0	127,4	140,5	156,6	178,4	199,3	223,4	258,9	280,6	324,1	370,8	410,9	456,1	508,1
Chauffage, éclairage et eau.....	107,3	111,6	129,2	147,5	144,5	154,2	155,9	169,0	180,8	193,3	208,7	223,1	241,4	264,0
Autres biens fongibles (c).....	107,5	114,6	122,8	131,6	143,6	154,8	167,8	180,7	193,3	206,1	220,5	239,1	255,4	274,9
<b>TOTAL 4.....</b>	<b>108,0</b>	<b>115,4</b>	<b>126,8</b>	<b>139,2</b>	<b>148,4</b>	<b>160,3</b>	<b>171,7</b>	<b>187,6</b>	<b>201,2</b>	<b>217,9</b>	<b>236,7</b>	<b>257,0</b>	<b>277,5</b>	<b>302,1</b>
<b>5. Services :</b>														
Logement (d).....	104,6	111,0	117,7	124,4	132,6	140,8	148,3	157,7	167,0	178,9	189,9	202,8	216,5	231,2
Transports collectifs et télécommunications.....	102,8	106,9	112,8	116,6	121,5	125,6	128,0	130,6	129,2	140,3	147,5	154,8	166,3	176,9
Services de santé (e).....	105,3	116,0	125,0	135,1	145,4	152,6	162,6	175,1	172,4	186,3	202,6	221,0	239,2	263,5
Hôtels, cafés, restaurants.....	104,7	109,7	115,6	121,2	125,6	131,6	139,0	144,2	145,6	151,1	155,7	161,1	165,6	170,6
Autres services (f).....	105,9	111,3	120,2	126,4	134,3	142,7	150,8	159,9	162,3	172,3	179,6	190,0	199,8	209,1
<b>TOTAL 5.....</b>	<b>104,9</b>	<b>111,4</b>	<b>118,8</b>	<b>125,5</b>	<b>132,9</b>	<b>140,1</b>	<b>147,7</b>	<b>156,1</b>	<b>158,8</b>	<b>169,1</b>	<b>178,5</b>	<b>189,7</b>	<b>201,1</b>	<b>213,8</b>
<b>Ensemble de la consommation..</b>	<b>105,0</b>	<b>111,1</b>	<b>119,3</b>	<b>128,2</b>	<b>135,0</b>	<b>140,7</b>	<b>147,4</b>	<b>155,2</b>	<b>161,6</b>	<b>172,0</b>	<b>179,7</b>	<b>191,0</b>	<b>202,4</b>	<b>214,5</b>
Population intérieure moyenne (année 1959 = 100).....	101,0	102,1	104,1	106,4	107,6	108,7	109,6	110,5	111,4	112,3	113,3	114,4	115,4	116,4
Consommation par tête (année 1959 = 100)	103,9	108,8	114,5	120,5	125,5	129,4	134,5	140,4	145,1	153,2	158,6	167,0	175,4	184,3

N.B. — Cf. notes pages 13

Source : le rapport des Comptes de la Nation - Année 1973 - INSEE. C 29-30 p.132

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
<b>1. Biens durables :</b>														
Automobiles et caravanes.....	100,1	100,2	101,4	102,8	103,8	104,0	104,1	104,4	106,6	115,6	121,3	132,1	140,6	148,9
Télévisions.....	101,6	99,3	93,7	91,9	90,1	84,9	78,2	73,6	69,2	70,1	64,4	64,7	63,0	62,7
Réfrigérateurs.....	96,4	76,5	67,4	62,4	58,2	55,6	51,2	42,1	40,1	40,6	39,8	40,9	42,0	42,3
Machines à laver.....	98,0	92,7	89,2	84,0	83,1	73,9	68,3	63,3	55,7	56,0	56,8	58,1	59,6	59,9
Autres biens durables (a).....	101,9	104,4	106,9	110,2	111,9	113,4	114,8	116,7	120,5	127,0	132,4	136,8	141,5	145,9
<b>TOTAL 1.....</b>	<b>101,1</b>	<b>101,0</b>	<b>101,4</b>	<b>102,8</b>	<b>103,3</b>	<b>102,8</b>	<b>102,3</b>	<b>101,6</b>	<b>102,7</b>	<b>108,5</b>	<b>111,6</b>	<b>116,6</b>	<b>121,2</b>	<b>125,1</b>
<b>2. Biens semi-durables :</b>														
Habillement.....	104,3	107,1	109,7	112,5	115,9	118,3	120,5	123,0	125,1	130,8	135,6	141,8	149,0	160,1
Autres biens semi-durables (b).....	101,7	103,9	106,9	111,0	114,1	115,8	117,6	119,9	123,2	131,1	137,2	142,3	149,7	162,0
<b>TOTAL 2.....</b>	<b>103,6</b>	<b>106,2</b>	<b>108,9</b>	<b>112,1</b>	<b>115,4</b>	<b>117,6</b>	<b>119,6</b>	<b>122,1</b>	<b>124,6</b>	<b>131,0</b>	<b>136,3</b>	<b>142,1</b>	<b>149,4</b>	<b>161,0</b>
<b>3. Biens alimentaires.....</b>	<b>102,4</b>	<b>105,1</b>	<b>111,2</b>	<b>117,4</b>	<b>120,6</b>	<b>123,3</b>	<b>127,2</b>	<b>129,4</b>	<b>134,2</b>	<b>142,8</b>	<b>150,1</b>	<b>159,3</b>	<b>171,5</b>	<b>187,6</b>
<b>4. Biens fongibles non-alimentaires :</b>														
Pharmacie.....	102,0	103,6	104,9	105,9	106,0	107,3	109,5	109,6	108,7	113,0	115,3	115,0	116,6	117,7
Chauffage, éclairage et eau.....	99,2	99,9	99,3	100,4	101,9	101,1	102,0	103,4	108,2	115,2	121,5	131,8	136,5	142,2
Autres biens fongibles (c).....	102,1	104,5	108,9	112,9	115,0	116,0	117,2	119,2	127,6	135,8	139,6	145,9	153,7	160,6
<b>TOTAL 4.....</b>	<b>101,2</b>	<b>103,0</b>	<b>105,6</b>	<b>108,3</b>	<b>109,9</b>	<b>110,4</b>	<b>111,8</b>	<b>113,3</b>	<b>119,0</b>	<b>126,0</b>	<b>130,0</b>	<b>135,9</b>	<b>141,4</b>	<b>146,6</b>
<b>5. Services :</b>														
Logement (d).....	110,8	121,5	134,0	148,9	158,8	172,8	186,6	204,4	221,1	241,0	259,4	273,6	286,6	308,7
Transports collectifs et télécommunications.....	104,2	109,4	112,0	116,3	119,6	124,7	129,3	138,8	152,0	163,3	173,3	187,3	193,6	203,9
Services de santé (e).....	108,1	110,1	116,2	127,5	137,1	143,1	149,6	154,7	168,8	191,8	202,9	215,9	230,5	248,4
Hôtels, cafés, restaurants.....	104,3	108,3	113,8	122,2	131,6	137,0	143,8	150,9	162,2	174,9	184,1	195,4	210,8	231,4
Autres services (f).....	106,0	112,1	115,8	121,6	127,0	131,4	136,9	143,3	154,5	165,6	174,4	186,8	198,3	211,5
<b>TOTAL 5.....</b>	<b>106,9</b>	<b>112,6</b>	<b>119,1</b>	<b>128,5</b>	<b>136,5</b>	<b>143,6</b>	<b>151,4</b>	<b>160,6</b>	<b>174,0</b>	<b>190,0</b>	<b>201,9</b>	<b>214,8</b>	<b>227,8</b>	<b>245,5</b>
<b>Ensemble de la consommation..</b>	<b>103,6</b>	<b>106,7</b>	<b>111,5</b>	<b>117,1</b>	<b>121,0</b>	<b>124,0</b>	<b>127,8</b>	<b>131,3</b>	<b>137,5</b>	<b>147,0</b>	<b>154,2</b>	<b>162,6</b>	<b>171,8</b>	<b>183,7</b>

N.B. — Cf. notes p. 13

Source : le rapport des Comptes de la Nation - Année 1973 - INSEE. C 29-30 p.133

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION A PRIX CONSTANTS

(par catégorie de produits classés selon la durabilité)

	1 9 5 9	1 9 6 3	1 9 6 4	1 9 6 5	1 9 6 6	1 9 6 7	1 9 6 8	1 9 6 9	1 9 7 0	1 9 7 1	1 9 7 2	1 9 7 3
1. <u>Biens durables</u> .....	<u>6,8</u>	<u>9,1</u>	<u>9,4</u>	<u>9,4</u>	<u>9,6</u>	<u>9,7</u>	<u>10,3</u>	<u>10,7</u>	<u>10,6</u>	<u>11,2</u>	<u>11,8</u>	<u>12,4</u>
.automobiles et caravanes .....	1,6	2,5	2,6	2,6	2,8	2,7	2,8	2,9	2,9	3,0	3,2	3,3
.télévisions .....	0,3	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,2	1,3	1,4	1,6
.réfrigérateurs .....	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
.machines à laver .....	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7
.autres biens durables (a) .....	4,3	5,0	5,1	5,0	5,0	5,1	5,4	5,6	5,5	5,8	6,0	6,4
2. <u>Biens semi-durables</u> .....	<u>14,4</u>	<u>15,8</u>	<u>15,7</u>	<u>15,3</u>	<u>15,3</u>	<u>15,0</u>	<u>15,2</u>	<u>15,4</u>	<u>15,2</u>	<u>15,2</u>	<u>15,1</u>	<u>14,8</u>
.habillement .....	10,3	11,2	11,0	10,6	10,4	10,1	10,2	10,2	10,1	9,9	9,7	9,3
.autres biens semi-durables (b) .....	4,1	4,6	4,7	4,7	4,8	4,9	5,0	5,1	5,1	5,3	5,4	5,5
3. <u>Biens alimentaires</u> .....	<u>37,5</u>	<u>33,2</u>	<u>32,7</u>	<u>32,3</u>	<u>31,6</u>	<u>31,1</u>	<u>30,5</u>	<u>29,6</u>	<u>28,9</u>	<u>27,9</u>	<u>27,1</u>	<u>26,2</u>
4. <u>Biens fongibles non alimentaires</u> ....	<u>13,0</u>	<u>14,2</u>	<u>14,3</u>	<u>14,9</u>	<u>15,2</u>	<u>15,8</u>	<u>16,2</u>	<u>16,5</u>	<u>17,2</u>	<u>17,6</u>	<u>17,9</u>	<u>18,4</u>
.pharmacie .....	1,7	2,1	2,2	2,4	2,6	2,8	2,9	3,2	3,5	3,6	3,8	4,0
.chauffage, éclairage et eau ...	3,5	4,1	3,8	3,9	3,7	3,8	4,0	4,0	4,1	4,1	4,2	4,4
.autres biens fongibles (c) ....	7,8	8,0	8,3	8,6	8,9	9,1	9,3	9,4	9,6	9,8	9,9	10,0
5. <u>Services</u> .....	<u>28,3</u>	<u>27,7</u>	<u>27,8</u>	<u>28,1</u>	<u>28,3</u>	<u>28,4</u>	<u>27,8</u>	<u>27,8</u>	<u>28,1</u>	<u>28,1</u>	<u>28,1</u>	<u>28,2</u>
.logement (d) .....	7,4	7,2	7,2	7,4	7,4	7,5	7,6	7,7	7,8	7,8	7,9	8,0
.transports collectifs et télécom.	2,6	2,3	2,3	2,3	2,2	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
.services de santé (e) .....	5,4	5,6	5,8	5,8	5,9	6,0	5,7	5,8	6,0	6,2	6,3	6,6
.hôtels, cafés, restaurants ....	6,2	5,9	5,8	5,8	5,8	5,8	5,6	5,4	5,4	5,2	5,1	4,9
.autres services (f) .....	6,8	6,7	6,7	6,9	6,9	7,0	6,8	6,8	6,8	6,7	6,7	6,6
Ensemble de la consommation .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

NB : Cf. notes page 13

Source : Données de l'INSEE - le rapport des Comptes de la Nation - Année 1973.

Annexe 2Les biens durables et les services liés d'entretien et de réparations : 1959-71

Bien qu'une étude pourrait être consacrée à ce sujet, commentons très brièvement les résultats réunis dans le tableau suivant :

- sur le matériel ménager :

.l'indice du prix des réparations (225,0) est nettement plus élevé que tous les indices de prix correspondant aux achats.

.inversement, l'indice volume des réparations (187,2) est plus faible que les indices volume des achats (sauf pour les machines à coudre).

L'évolution des prix des réparations apparaît donc comme un facteur incitant fortement à renouveler plus souvent le matériel ménager, ce qui correspond à la progression des achats de biens durables bien que certains taux d'équipement soient déjà élevés.

- sur les véhicules :

.l'indice du prix de l'utilisation des véhicules (151,9) est plus élevé que celui des achats. Il atteint même 200,0 pour les réparations d'automobiles.

.l'indice volume (288,5) concernant l'utilisation des véhicules est nettement plus faible que celui concernant les achats (sauf pour les cycles et motocycles).

A la limite, ces chiffres permettraient de conclure, non sans ironie, qu'il revient plus cher d'entretenir et d'utiliser un véhicule que de l'acheter et que, par voie de conséquence, on achète "plus" de véhicule que l'on en utilise ou entretient, ceci expliquant cela.

(Base 100 en 1959)

	Indice volume en 1971	Indice prix en 1971
<u>MATERIEL MENAGER :</u>		
.réfrigérateurs .....	293,6	40,9
.machines à coudre .....	132,2	128,9
.machines à laver .....	465,7	58,1
.aspirateurs .....	245,6	91,8
.autres petits appareils électrodomestiques ...	271,0	123,3
.autres gros appareils .....	3 836,4	89,0
<u>.Réparations d'appareils électrodomestiques ...</u>	<u>187,2</u>	<u>225,0</u>
<u>VEHICULES :</u>		
.achats d'automobiles .....	367,0	132,2
.achats de caravanes .....	410,3	127,0
.achats de cycles et motocycles .....	148,4	144,1
<u>.Utilisation des véhicules .....</u>	<u>288,5</u>	<u>151,9</u>
carburants et lubrifiants .....	327,9	115,1
pneumatiques .....	292,9	159,1
réparations d'automobiles .....	256,0	200,0
locations garages et péages .....	226,1	182,4

Source : Les collections de l'INSEE. M 35.

21 NOV. 1975

2x . n° 1

